



Les Séminaires du Monde Méditerranéen

PROSPECTIVE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EURO-MEDITERRANEENNE,
DYNAMIQUE DES FILIÈRES ET RENOUVELLEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES

« La sécurité alimentaire en Méditerranée »

Paris (Maffliers), 17-19 décembre 2009

COMPTE-RENDU DES DEBATS

Jeudi 17 décembre

Pourquoi une prospective agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée ?

Président de séance : Jean-Louis Rastoin

Présentation des deux organismes organisateurs et des objectifs du Séminaire

Pierre Beckouche rappelle que la vocation d'IPEMED est de rapprocher les deux rives de la Méditerranée par l'économie, à partir de deux convictions : (i) la tendance forte à la « régionalisation de la mondialisation » (la mondialisation dessine de vastes « régions Nord-Sud » dont l'Euro-Méditerranée, est, avec l'Alena et l'Asean+3 un des principaux exemples) ; et (ii) le rôle transformateur de l'économie. IPEMED exerce une fonction de *think tank*, une fonction d'influence (lobbying auprès des décideurs), et une fonction de brassage des élites émergentes de la région – l'objet des Séminaires du Monde Méditerranéen. La règle du jeu : liberté de parole, temps court des interventions pour laisser le temps au débat, modestie de ton et ambition des propositions.

François Lerin et Martine Padilla présentent le CIHEAM et l'IAMM, leurs fonctions de recherche (l'IAMM notamment fait travailler une cinquantaine de doctorants), formation, et coopération internationale ; l'esprit dans lequel ils travaillent (une structure petite mais réactive, sachant répondre à des demandes spécifiques des acteurs de la Méditerranée agricole, convaincue de la nécessité de la coopération transméditerranéenne). Ils en rappellent les approches thématiques : gestion des ressources naturelles ; qualité des produits ; développement rural durable et alimentation durable ; politiques publiques de développement rural, agricole et alimentaire.

Jean-Louis Rastoin présente ensuite le programme du séminaire, et insiste sur la motivation centrale : l'importance stratégique de la sécurité alimentaire, qui nécessite de pousser en ce sens en direction des ministres et chefs de gouvernements de la région. Car en Méditerranée cette sécurité alimentaire se dégrade, ce qui, en tendance, laisse craindre des problèmes à la fois économiques et de santé publique très sérieux, si rien n'est fait pour infléchir les tendances à l'œuvre.

L'enjeu de la nutrition en Méditerranée, constats et perspectives

Habiba Hassan-Wassef décrit, dans le cas égyptien, l'interaction entre crise financière et économique (qui augmente l'inflation et les prix des *commodities*), crise environnementale, et crise alimentaire, qui, toutes, pèsent sur le *capital humain* – notion centrale de l'intervention. Au regard de l'Indicateur de Développement Humain, l'Égypte se situe plus bas que les autres PSEM. Les crises accentuent ces difficultés : par exemple la grippe aviaire a frappé durement les plus pauvres, ruraux ou urbains, du pays. Malnutrition, diminution de la diversité diététique, pollution des ressources naturelles, prévisions inquiétantes de baisse des ressources en eau : beaucoup

d'indicateurs sont alarmants. Le retard de croissance qui atteint 29% des enfants égyptiens de moins de cinq ans (2008) signale une malnutrition chronique. Des manques sérieux dans la circulation de l'information entre les secteurs concernés, dans la gouvernance et la coordination des politiques publiques, se traduisent par des actions publiques trop ponctuelles.

L'intervention de **Martine Padilla** met l'accent sur le déclin de la diète méditerranéenne, et des produits traditionnels – qui demandent plus de temps de préparation que les produits industrialisés.

La cause n'est pas vraiment la grande distribution, qui fait moins de 10% de la distribution dans les PSEM (contre 75% sur la rive nord). Elle insiste sur l'importance des structures collectives (et de moins en moins familiales, car notre vie sociale mobilise de plus en plus d'institutions collectives comme les cantines) et de l'éducation alimentaire à mener dans ces structures. Une action publique a été menée pour répondre à la sécurisation alimentaire *quantitative*, avec un effet très positif : une large proportion de la population méditerranéenne a un approvisionnement assuré. Mais il n'y a pas de sécurisation *qualitative*, la consommation comporte de plus en plus de graisses saturées (davantage de viandes, produits laitiers, produits industrialisés...) au Nord et désormais au Sud, de sucres simples (boissons sucrées – notamment dans le milieu rural, biscuits, desserts) ; à l'inverse on observe une déficience en micronutriments, souvent corrélée à l'obésité. Au total, la population est en mauvaise santé (carences, surpoids, y compris dans les milieux aisés). En Egypte, 60% de la population féminine est en surpoids. Or en principe l'alimentation méditerranéenne devrait nous en prémunir. La présentation se termine par une série de questions liant développement durable, alimentation et développement agricole : faut-il manger végétal prioritairement / ou animal ?; des produits bio / ou issus de l'agro-industrie intensive ?; des produits de proximité / ou venus de toute la planète ?; des produits de saison / ou hors saison ?

Débat

« De la fourche à la fourchette » : les liens de la nutrition avec la santé, l'environnement et le développement

Attention à une certaine idéalisation du modèle alimentaire traditionnel, prévient Khaoula Baghdadi. Par exemple l'obésité a toujours existé dans les PSEM – où les rondeurs des femmes étaient valorisées.

El Hadi Makboul signale deux études intéressantes sur la consommation des ménages en Algérie : elles confirment que les catégories les plus touchées par la malnutrition sont clairement les plus pauvres, notamment dans le rural. Ces études insistent sur le besoin d'une approche trans-sectorielle de l'action publique.

Habiba Hassan Wassef insiste sur la dimension sociale de ces problèmes alimentaires et sanitaires. Car il existe plusieurs obésité : celle des riches ; celle des pauvres qui ne mangent que des féculents, surtout les femmes qui donnent les meilleurs aliments au mari et aux enfants. Il existe souvent une corrélation entre malnutrition des enfants et obésité de la mère.

La discussion permet d'insister sur le fait que l'alimentation méditerranéenne est « durable » : de par la grande diversité des produits, la diversité des façons – ancestrales – de consommer et de préparer les mets ; de par le souci de préservation des racines collectives culturelles, et qui demeure notamment à l'occasion des fêtes, même si elle est en déclin et menacée (Mohsen Boujbel est lui aussi frappé par le déclin en Méditerranée du modèle d'alimentation méditerranéen : l'huile d'olive fait un boom aux Etats-Unis mais pas dans notre région) ; de par le respect de la saisonnalité – donc de la qualité des produits (plus on cueille un fruit mûr, plus il contient des nutriments ; plus le stockage est long et inadapté, plus ces qualités se réduisent).

→ Une « alimentation durable » combine donc la santé, la nutrition, la protection de l'environnement, et l'amélioration du social et du territoire. Dans l'agroalimentaire occidental, il faut 10 calories pour parvenir à une calorie dans la bouche du consommateur ! Les pays méditerranéens doivent suivre un autre chemin. Noter que le consommateur lui-même, dans sa façon de stocker et cuisiner, est pour un quart dans la baisse de qualité des produits et de la réduction des nutriments.

Jean-Louis Rastoin propose une synthèse de ces interactions entre nutrition, santé, environnement, et développement agricole. 1°) L'alimentation est un enjeu vital ; de la qualité de l'alimentation dépend celle du capital humain, déterminant pour le développement de toute région. 2°) Le modèle

alimentaire méditerranéen est un bon modèle. 3°) La malnutrition et les pathologies alimentaires progressent en Méditerranée. 4°) Les politiques alimentaires nationales, pas assez prioritaires, pas assez financées, sont insuffisantes. 5°) La coordination entre politiques alimentaires et politiques agricoles (« de la fourche à la fourchette ») est faible. 6°) Le lien est évident entre modèle de consommation alimentaire et développement durable, le modèle de consommation alimentaire a un impact écologique et social.

Samir Medawar estime que la formule « De la fourche à la fourchette » est excellente. Or au Liban, l'agriculteur de base est abandonné à son sort ; il n'est pas conseillé ni suivi, en matière sanitaire, environnementale... D'où le besoin d'une approche par filières, jusqu'à l'assiette. Lorsque des efforts sont faits en ce sens, ça marche. Par exemple la production de pommes, produit clé pour les agriculteurs libanais, a été relancée depuis une quinzaine d'années que les vergers ont été renouvelés : résultat, les paysans reviennent vers la montagne pour les cultiver.

Il existe une réponse *technologique* aux problèmes nutritionnels des aliments : la complémentation des aliments, qui deviennent des « alicaments » (médicaments-aliments). L'usage se développe par exemple pour faire face à une maladie lors des premiers 24 mois d'une vie humaine, pendant laquelle le cerveau se forme - période critique pour le développement ultérieur de la personne et ses capacités cognitives. Mais ce recours à des alicaments riches en nutriments ne peut pas être une panacée. Des études ont montré que supplémenter n'apportait pas grand' chose, les nutriments étant mieux absorbés lorsqu'ils sont dans la matrice alimentaire plutôt qu'apportés ponctuellement. En outre se pose la question du prix de ces produits.

Lien entre ouverture commerciale, circuits courts, et habitudes alimentaires

Saïd Benmerad fait le même constat pour l'Algérie : obésité, arrivée des maladies de pays riches (hypertension...), progression du modèle dit universel de l'alimentation. Il faut dire qu'après l'indépendance et la déstructuration du système de production et consommation alimentaire, l'importation a pris le relais. Cela dit, la crise actuelle a un effet paradoxal, celui de remettre au goût du jour des produits traditionnels – un peu comme les marchés bio des pays du Nord – même si seuls les consommateurs aisés en profitent. Car c'est le prix d'acquisition qui fait la différence, d'où le succès de l'importation notamment du congelé. Le poisson venu d'Asie coûte trois fois moins cher que le poisson frais local ! Plutôt que de lancer une industrie pharmaceutique fabriquant de bons aliments, il faudrait soutenir les producteurs locaux pour une production plus efficace et compétitive, et promouvoir des circuits courts.

Hassan Benabderrazik résume la situation au Maroc, en insistant sur un effet positif de l'ouverture commerciale sur les habitudes alimentaires. Les ménages marocains consomment de plus en plus de fruits et légumes : avec 7% de croissance par an, c'est le groupe de produits qui connaît la plus forte croissance (avec les produits sucrés). Selon lui, ce bon résultat est lié à l'expansion des exports vers l'Europe : la production augmente, les produits sont disponibles et moins chers, et donc consommés davantage. La région d'Agadir par exemple exporte vers l'Europe mais aussi vers le Maroc.

Soit, reprennent d'autres intervenants, mais on constate souvent que ce qui est sain est plutôt destiné à l'export, et ce qui n'est pas conforme à l'export est laissé au marché local, de même la surproduction. Donc la réalité est plutôt une situation de dualisation.

Quant aux circuits courts, attention à une certaine idéalisation : les consommateurs pensent que « circuits courts = qualité », mais un consommateur d'une région où l'agro-business est puissant doit-il avoir confiance (Martine Padilla) ? Les circuits courts ne doivent pas nous faire faire l'économie d'une réflexion sur l'agriculture qui nous entoure. Plusieurs intervenants (Jean-Louis Rastoin, Atef Idriss), insistent pour dire que, tout de même, le modèle « circuit court » comporte une vraie qualité sanitaire et environnementale, et peut être dans l'ensemble considéré comme un modèle alternatif à l'agro-industrie.

De même, la transformation artisanale conserve-t-elle mieux les aliments que la transformation industrielle (Khaoula Baghdadi). Ce dont on est sûr, c'est que la transformation ultra industrielle dénature les aliments : dans l'agroalimentaire on en est au « cracking » (décomposition très fine des éléments composant l'aliment).

Jean Stephan confirme qu'habitudes de consommation et stratégie de développement agricole sont évidemment liés. Faut-il promouvoir les fruits et légumes, qui sont locaux et font travailler

beaucoup de monde, ou bien plutôt les produits animaux qui sont surtout importés et font travailler moins de personnes – au Liban du moins ? La question du prix est redoutable : la salade vaut plus cher que le hamburger venu du Brésil (75% des importations de viande viennent du Brésil). Karim Daoud confirme la complexité de la question, à laquelle les pays en développement n'ont pas forcément la réponse : comment concilier nouveaux impératifs environnementaux, forte augmentation de la population et des prix, besoin d'augmenter la qualité et la productivité pour qu'elle conduise à des prix compatibles avec le pouvoir d'achat. Car Ali Chami et Mohsen Boujbel le disent aussi : souvent la question dans les PSEM, c'est comment manger tout court ! Le modèle économique est très complexe à trouver, d'autant que, qu'on le veuille ou non, ce qui oriente la consommation ce sont les prix, fondamentalement, et pas la qualité des produits. Il faut poser ces questions en tenant compte du contenu des aliments en nutriments, en CO₂, et aussi en emplois.

Mabrouk El Bahri synthétise : la sécurité alimentaire, c'est un tout. Et la Méditerranée reste un modèle de qualité nutritionnelle. C'est au niveau de la « fourche », pour les PSEM, que se jouent à la fois l'enjeu de la qualité et celui de la quantité. Nord et Sud doivent y réfléchir ensemble pour y faire face, et parvenir à cette fourchette de qualité. Export ou consommation locale ? Il faut les deux. Il est obligatoire d'exporter, faute de quoi il n'y aura pas de développement agricole.

Au total, le débat entérine l'importance clé de l'approche nutritionnelle (« de la fourche à la fourchette »). Il confirme l'importance de la promotion d'un régime alimentaire de qualité, notamment auprès des ruraux eux-mêmes qui sont à la fois les producteurs et des consommateurs importants (entre le tiers et 40% de la population des PSEM), ce qui devrait permettre de mener auprès d'eux une double action de politique de production et de politique de consommation. Il conduit à la conclusion qu'il manque au Sud des vraies politiques nutritionnelles. Les politiques nutritionnelles sont malheureusement trop transversales (agriculture, santé, culture...) pour pouvoir être vraiment impulsées, et cela se traduit par un grand déficit de la *formation* du consommateur.

Le débat conduit aussi à l'idée qu'il faut éviter deux simplifications : (i) « Le modèle traditionnel est bon, le modèle moderne et importateur est mauvais ». Evitons l'approche nostalgique de la nourriture méditerranéenne, redit Erol Cakmak. Il n'y a pas un schéma idéal (bio, circuits courts etc.) ; il faut étudier les choses en détail, pour internaliser, dans le prix des aliments, les impératifs sanitaires, environnementaux, économiques et sociaux, et les choses bougent très vite en la matière. (ii) « La crise alimentaire est au Sud ». Il nous faut sortir de l'idée que tout irait bien au Nord et mal au Sud. Au contraire, des problèmes sont communs, par exemple 15% de la population française est sous alimentée. La qualité de la nutrition est un enjeu pour les deux rives (Mohsen Boujbel).

Dîner-débat du 17 décembre sur « la sécurité alimentaire, priorité euro-méditerranéenne » avec Henri Nallet, ancien ministre français de l'Agriculture
--

Exposé d'Henri Nallet

Le diagnostic : la variabilité des marchés agricoles n'est pas tenable, l'agriculture européenne est menacée

L'enjeu agricole ne se réduit pas à la sécurité alimentaire de la rive sud de la Méditerranée. Il concerne toute la région. Au-delà de la variation extrême des marchés agricoles (par exemple les revenus agricoles français sont passés de +30% en 2008 à -34% en 2009 !), la question posée, dans un contexte de dérégulation, est *la survie de la production agricole européenne*. Les enfants d'agriculteurs le savent, qui ne reprennent plus les affaires de leurs parents. Les deux rives sont donc toutes les deux touchées par les enjeux agricoles contemporains, même si ce n'est pas de la même façon.

Côté sud, cela se traduit par l'envolée tendancielle des importations. Le risque est que ces importations, payées au prix du marché, ne pourront pas longtemps être atténuées par des subventions sur les marchés locaux – les révoltes du pain se multiplieront alors. Les PSEM paient aujourd'hui le prix de la faiblesse voire de leur abandon de certaines filières agricoles. Côté nord, le risque est celui d'une forteresse... vide de paysans ! ou alors comptant quelques méga exploitations spécialisées, ou spécifiques comme les vins du bordelais. Nous payons tous, Nord et Sud, la vague

de la dérégulation, promue naguère par le Gatt, et qui consistait à démanteler les barrières douanières pour faciliter l'exportation agroalimentaire généralisée, notamment des céréales américaines.

Quelles sont les raisons d'un travail commun aux deux rives ?

C'est premièrement l'importance du système alimentaire méditerranéen, distinct de l'américain, distinct du système rizicole asiatique ; un système fondé sur le blé, les fruits et légumes, le poisson avec un peu de viande – un régime promu par les diététiciens. Un tel système peut-il fonder une politique commune ? Il n'y a pas de réponse simple à cette question. Deuxièmement, les échanges Nord-Sud sont dissymétriques, mais ils existent, et depuis longtemps ; nos commerçants se connaissent. Troisièmement, le monde est clairement en train de devenir multipolaire, mais l'OMC ne parvient pas à l'organiser. Il y a donc une raison géopolitique à structurer cette région euro-méditerranéenne – un milliard d'habitants, c'est la bonne échelle.

Quel serait le contenu d'une telle politique commune ? D'abord un suivi commun du changement climatique, qui va affecter durement notre région. Ensuite un travail commun sur les ressources rares que sont l'eau et la terre agricole, les semences (avec la question clé des OGM, qu'il faut poser clairement afin de ne pas laisser Monsanto, de fait, seul acteur sur ce terrain), et les savoir-faire (c'est la question des Indications Géographiques). Surtout, une coopération pour la modernisation des filières au Sud, le développement de la complémentarité productive et des échanges.

Aller plus loin ensemble : quatre propositions

On peut même être ambitieux, et notamment proposer *une vraie libéralisation des échanges*, les pays du Nord faisant alors un vrai effort pour accueillir les produits venus de la rive sud, en particulier les fruits et légumes. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans l'UE avait suscité les mêmes craintes, mais avec le recul on voit que les choses se sont bien passées, parce qu'on a su trouver le financement d'une modernisation de l'agriculture des nouveaux pays membres, ce qui a rapidement réduit l'ampleur de la compétitivité prix.

On peut, on doit, envisager d'*associer les PSEM à la réforme de la PAC* de 2013. Encore faut-il que les PSEM le demandent ! Soyons en sûrs : cette réforme va être radicale et conditionner l'agriculture européenne jusqu'en 2020 ; il faut donc prendre rang d'emblée.

Pourquoi ne pas imaginer, à l'occasion de la réforme de la PAC, la *création d'un fond méditerranéen de modernisation de l'agriculture*. Les Européens l'ont fait – en grandes largeurs – pour la Pologne, ils le font pour la Roumanie et la Bulgarie ; il faut en envisager un avec les PSEM, et montrer que nos relations ne se limitent pas au simple commerce. Un tel fond aurait pour vocation de financer la modernisation des filières et un observatoire méditerranéen du changement climatique.

Poussons d'un cran encore : il nous faut aborder la question de fond de la sécurité alimentaire à la bonne échelle, celle de l'ensemble régional euroméditerranéen. Dans le domaine agricole, c'est le bon espace pour gérer les marchés agricoles, très volatiles, qui font qu'une entreprise laitière néo-zélandaise peut conduire à l'effondrement des cours laitiers dans toute l'Europe ! Il faut des amortisseurs, de la régulation, à l'échelle régionale. La question devient donc celle-ci : *serions-nous d'accord pour une préférence agroalimentaire euroméditerranéenne commune ?* Si oui, comment établir les rapports avec le reste du monde, avec l'OMC ? Cette question est en train de monter, ayons le courage de la poser franchement, faute de quoi ce sont les protectionnismes nationaux purs et durs qui s'imposeront peu à peu, un peu comme les Indiens le font, et cela conduirait au refus du libéralisme.

Mais si nous avons des choses à faire ensemble, *il faut que les acteurs économiques parlent – or pour le moment on ne les entend pas*, je ne les entends pas. Au total, vous le comprenez, je me situe dans l'analyse d'IPEMED : nous pouvons peu de choses sur la résolution du conflit du Proche Orient ; en revanche nous pouvons beaucoup pour faire avancer les choses sur le plan de la coopération économique.

Débat (poursuivi au dîner et le lendemain matin)

Les incertitudes

Quelles doivent être les priorités demande Jean Stephan : l'UpM ? Le marché commun arabe ? Nous pensons chacun à nos accords bilatéraux, plutôt qu'à un marché méditerranéen commun. Il y a beaucoup de concurrence de fait entre nous, comme par exemple dans l'huile d'olive. Il faut d'autres séminaires comme celui-ci, avec la présence de représentants de la Syrie, des pays des Balkans, d'Israël – pourquoi pas l'Irak ? Que pouvons-nous produire en commun pour partir à la conquête des marchés mondiaux ? Quelles réponses communes pouvons-nous donner aux grandes menaces communes comme le changement climatique ? Ahmed Fouad Mandour redit que nous avons besoin d'une coopération Sud-Sud, avant de pouvoir vraiment parler de Nord-Sud. Ces échanges ne progressent pas significativement depuis des décennies, et cela va au-delà du simple protectionnisme.

Les acteurs privés n'ont pas vraiment de socle commun de réflexion, de connaissances pour travailler à une telle stratégie commune ; le privé n'a pas tellement plus de bases communes que quelques habitudes commerciales (Atef idriss). Mais cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas l'opportunité de mettre cela en place.

J'ai peur, dit Jean-Louis Guigou : face au réchauffement, les Chinois seraient prêts à aller jusqu'à +6°, mais les Occidentaux n'y résisteraient pas, et pas davantage les PSEM. Soyons offensifs : peut-on, dans l'optique de la ministérielle de mai-juin en Egypte, porter à la connaissance des ministres 30 pages sur une stratégie commune dans l'espace euroméditerranéen ?

Nous avons tous peur, reprend Si Ahmed Ferroukhi ; les politiques communes sont précisément faites pour réguler les peurs, car on a moins peur des choses qu'on connaît. Avant d'élaborer une stratégie commune, nous devons d'abord faire le point des choses qui nous lient et nous opposent. Les choses ont bougé, depuis dix ans ; il n'y avait pas la grande crise, pas la crise des marchés agricoles, nous étions dans l'ère des marchés triomphants et de la déréglementation, nous avons négocié produit par produit. Le fait de poser le débat au niveau des filières est une vraie avancée ; allons plus loin : nous ne consommons plus des produits agricoles, mais des produits alimentaires. Ce sont des filières entières qui sont mobilisées, et mises en concurrence (et non pas simplement des agriculteurs entre eux). La question est alors la suivante : le seul marché peut-il répondre à cet enjeu majeur de la sécurité alimentaire ?

Une large adhésion à l'idée d'une stratégie régionale commune

Habiba Hassan Wassef a participé aux actions de suivi de la ministérielle « Ciheam » de décembre 2006. Il y avait une recommandation forte : promouvoir la qualité et la sécurité des produits agroalimentaire méditerranéens. Mais c'est resté une résolution sur le papier, il n'y a toujours rien de concret. Les idées ne suffisent plus, il faut aller à l'opérationnel. Et il faut y aller ensemble, car au moment de négocier avec l'OMC, chaque pays, au final, va seul, selon ses propres intérêts. Nous avons tous intérêt à ouvrir ces débats à la société civile, au-delà des gouvernements – souvent timides et forcément isolés.

La proposition d'Henri Nallet est forte et nouvelle : assumer la région commune, y compris avec ses frontières commerciales extérieures (Mohamed El Gerrouj). Qu'il y ait de la concurrence interne n'est pas grave, au contraire ! L'investissement, l'engagement de la société civile viendront de soi, dès lors que la région sera formée.

Mabrouk El Bahri le dit clairement : nous sommes tout à fait d'accord avec les grandes lignes développées par Henri Nallet : être la main dans la main, Nord et Sud, pour sauver notre agriculture, carrément ! Il faut assumer ce « bloc euroméditerranéen ». Reprenons donc tous les outils (Voisinages, UpM etc.) pour que cela devienne réel ; car dans les faits, les partenariats de développement des systèmes agricoles sont rares, les investissements dans l'agriculture restent insuffisants.

Quelle stratégie vis-à-vis de la réforme de la PAC ?

Sur le contenu de la réforme de la PAC, et si on retient l'objectif stratégique de l'adaptation au changement climatique et donc de prise en compte de l'enjeu environnemental, on peut penser que

l'agriculture va de plus en plus se décliner sur une base locale – car les contextes environnementaux sont très différents territorialement. Cela signifie une PAC de moins en moins « centrale », et de plus en plus différenciée géographiquement.

Sur le *timing* : plusieurs débatteurs s'accordent pour dire qu'il ne faut pas d'abord, pour le Sud, se moderniser pour ensuite envisager de s'associer au Nord ; il faut faire les choses en même temps. Henri Nallet confirme que la modernisation de l'agriculture laitière française face à celle des Pays Bas, s'est faite avec et grâce au marché commun ; l'agriculture laitière française a réussi à se moderniser et à rattraper son retard. La pression de la concurrence est donc bonne pour la modernisation – à condition bien sûr que les méthodes soient transférées, que le financement soit assuré, et qu'il soit prioritairement affecté à la modernisation des filières.

Sur la méthode politique : la France, l'Italie et l'Espagne, si ces pays sont déterminés, peuvent faire avancer les choses ; ils ont une minorité de blocage au Conseil européen, et peuvent sensibiliser les autres pays européens aux enjeux méditerranéens.

Synthèse

Ces propositions sont révolutionnaires, elles sortent du cadre traditionnel des relations Nord-Sud et Sud-Sud (Hassan Benabderrazik). Elles sont révolutionnaires en ceci : (i) il faut, dans le cadre d'une grande région de coopération non pas exclusive mais préférentielle, aller vers la libre circulation des produits agroalimentaires, et non plus les quotas ou le troc. La logique devient celle d'une vraie intégration des systèmes, où l'on mène *en même temps* l'intégration commerciale concurrentielle *et* la modernisation agricole. (ii) Pour qu'il y ait libre circulation, il faut la compétitivité des agricultures du Sud ; c'est l'intérêt de l'approche par filières, qui soit appuyée par l'UE, sur le modèle de la coopération entre l'UE et les pays en voie d'adhésion (Pologne etc.). (iii) On ne peut pas le faire sans s'appuyer sur les acteurs économiques ; les professionnels sont porteurs des transformations, pas, ou pas simplement les gouvernements.

Vendredi 18 décembre matin
Quels défis pour la Méditerranée agricole de demain ?
Président de séance : Hassan Benabderrazik

Les scénarios d'Agrimonde 2050 sur les systèmes agricoles et alimentaires macro régionaux

Jean-Louis Rastoin présente les hypothèses de travail du rapport Agrimonde 2050. Population : nous serons 9 milliards en 2050 (il faudra rapidement nourrir deux milliards d'humains de plus) ; deux hypothèses de croissance économique ; les ressources naturelles ; l'évolution technologique ; le commerce international. Géographiquement, cette prospective découpe le monde en six grandes régions mondiales, dont l'ensemble Afrique du Nord-Moyen Orient. Les deux scénarios d'Agrimonde sont les suivants.

1°) Scénario 1 « GO ». L'électrochoc de 2008 est oublié, les tendances passées continuent ; chaque habitant de la planète consomme 4.000 Kcal par jour (3.000 aujourd'hui). Or 4.000 Kcal signifient une généralisation des maladies d'origine alimentaire – scénario de l'inacceptable, celui par lequel on nourrit la planète par la croissance économique quantitative. Résultats : une augmentation nécessaire de 21% des terres cultivables entre 2003-2050 (contre +13% dans la période récente) ; et de 72% des rendements (confiance dans le progrès technique notamment les biotechs et notamment les OGM).

2°) Scénario 2 « normatif : AG1 ». L'objectif est de 3.000 Kcal par habitant et par jour pour tous, dans chaque région du monde ce qui est déjà au dessus des 2.600 Kcal que recommandent les nutritionnistes. Résultats : des progrès technologique moins forts, un rendement stagnant, mais une meilleure utilisation des terres, et la réduction des maladies d'origine alimentaire.

Il faut insister sur la différence des résultats selon les régions, par exemple dans le bilan des ressources biomassiques. Pour la terre, le bilan est nul, ce qui veut dire que les ressources, dans les deux scénarios, sont suffisantes pour nourrir les hommes de 2050 – on ne s'y attendait pas au

moment où le modèle a été conçu. Mais il y a de fortes différences entre régions : des greniers du monde d'un côté, de l'autre des régions déficitaires, surtout l'Afrique et plus encore l'ensemble Afrique du Nord-Moyen Orient, et cela *dans les deux scénarios*. Cela signifie que pour ces pays, les besoins seront incomparablement plus importants que les ressources.

Les importations agricoles des PSEM vont donc exploser. Les fournisseurs mondiaux en seront l'UE d'abord et de loin (d'où la tentation de certains exportateurs européens de se satisfaire de la dépendance alimentaire de rive sud), mais aussi l'Amérique du Nord, le Mercosur et l'Ukraine. La Chine, bien plus loin, ne sera jamais le grenier du monde (elle n'est inquiétante que pour les biens manufacturés). On remarque qu'à leur petit niveau, les PSEM apparaissent comme exportateurs ; il y a donc des potentialités, notamment dans un plus grand commerce intra-méditerranéen depuis les PSEM, même si les volumes resteront limités.

Conclusion : pour assurer l'alimentation pour tous, quantitativement et qualitativement, il nous faut bâtir un nouveau paradigme alimentaire. Le scénario AG1 reste utopique, car il repose sur une rémunération suffisante des producteurs agricoles. Les conditions en seraient les suivantes : (i) écouter les nutritionnistes sur la diète alimentaire, et pas seulement les marchands – qui font, c'est vrai, l'essentiel des marchés aujourd'hui (Giulio Malorgio). Il faut pour cela de l'éducation, de la culture, mais aussi du temps (pour cuisiner). (ii) Sur le plan du modèle technico-économique de production, il s'agirait de contrer la tendance qui nous conduit vers 500.000 exploitations agricoles pour nourrir le monde entier – mais comment faire ? (iii) Sur le plan du cadre institutionnel, il s'agit d'insister sur la gouvernance, à l'échelle locale, internationale, avec une coordination mondiale des grands blocs régionaux – d'où la portée des propos d'Henri Nallet, dans le monde très instable qui est le nôtre. Assurer la sécurité alimentaire n'est, dans la quasi-totalité des cas, pas faisable à l'échelle d'un seul pays, mais à une échelle régionale.

Débat

Diffuser ces résultats, notamment sur le modèle de production

Mohsen Boujbel remercie Jean-Louis Rastoin pour son exposé dérangeant : l'avenir alimentaire est catastrophique, dans notre région, il faut le dire. En tant qu'opérateur économique, comment répondre ? Et comment le faire sans pomper les ressources énergétiques que nous n'aurons plus ? Dans les années 1960-1970, il y avait une euphorie sur le thème de la collectivisation – heureusement que cela n'a pas duré, et que l'initiative privée des agriculteurs a été respectée... Mais à l'heure d'aujourd'hui, quel sens donner à la militance de l'agriculture euroméditerranéenne, comment sensibiliser les responsables politiques, comment éviter de nourrir la ville *aux dépens* de la campagne ? Sa recommandation : publier et diffuser, débattre, dans les différents PSEM, de ces idées et scénarios, pour sensibiliser les responsables et la société civile.

Cette présentation est particulièrement pédagogique, or ces analyses ne sont pas connues par les populations, redit Jose Maria Garcia Avarez Coque. Il faut une campagne médiatique pour les faire connaître, car les résultats sont très dérangeants. On ne peut pas aller vers un modèle de 500.000 méga-fermes pour nourrir le monde, car le problème social sera intense. Beaucoup de petits paysans font de l'autosubsistance, leur production pourrait-elle s'étendre pour nourrir les urbains ? Sans doute faudra-t-il un système mixte. (Julian Briz suggère la notion de « Food self reliance », plutôt qu'« autosubsistance »).

Il faut diffuser l'analyse Agrimonde, cet exposé doit être refait dans chacun des pays euroméditerranéens, confirme Samir Medawar. Bien d'autres travaux devraient le prolonger ; nous aurions besoin de tableau entrées-sorties par pays et produit ; par exemple le prix de la betterave sucrière ou de la pomme-de-terre libanaise est très au-dessus des prix mondiaux, cela pose un vrai problème et demanderait une modélisation des échanges internationaux.

Les décideurs d'aujourd'hui sont conscients de ces enjeux, mais la société civile, se demande également Abdelmoumoum Toukabri ? Les professionnels sont-ils informés et prêts à s'engager dans une logique « filières », et à œuvrer pour le renforcement des structures d'appui aux filières ?

Karim Daoud adhère à l'analyse d'Agrimonde. D'accord aussi pour dire que les biotechs et notamment les OGM posent un vrai problème, auquel il faut pouvoir répondre. Le modèle technico-économique de production reproduit les erreurs du passé. C'est par exemple le cas de l'« Holsteinisation » rapide des races bovines : elle a eu de vrais effets négatifs, or cette « vache coca-cola » continue à se généraliser. Elle assure l'autosuffisance, soit, mais avec quelle

durabilité ? Comment opérer le choix des races et des variétés ? Quelle utilisation de l'eau – or les choix engageant pour des décennies, les cycles étant bien plus longs que dans le monde industriel. Les politiques raisonnent souvent à court terme (crises, urgences), alors qu'il faut réfléchir sur le long terme, faire de la prospective, et mobiliser des solutions régionales.

Mohammed El Gerrouj est d'accord sur les tendances à l'œuvre, telles qu'elles ont été exposées, et sur la question du paradigme alimentaire ; il faut mieux prendre en compte les producteurs, et pas seulement les consommateurs, et promouvoir l'approche « filières ». Mais il sera très difficile de mettre en œuvre le scénario AG1 au Maroc, par exemple : les producteurs exploitent de très petites exploitations, les problèmes fonciers sont fondamentaux. Sans doute faut-il réfléchir à deux vitesses : une agriculture modernes et productives ; et une agriculture solidaire, celle des petits agriculteurs. L'Etat doit jouer un rôle clé pour stabiliser et aider la progressive modernisation des petits agriculteurs, qu'on ne saurait abandonner, pour diverses raisons et notamment sociales. Mabrouk El Bahri insiste lui aussi sur les modèles spécifiques à trouver pour le développement des petits agriculteurs qui sont la grande majorité des producteurs des PSEM, afin de concilier réalités sociales et économiques.

Hassan Benabderrazik confirme que le scénario tendanciel est un scénario catastrophe. Cela dit il y a des réponses possibles. Les PSEM juxtaposent des rendements de moins de 10 et des rendements de 80 quintaux de céréales à l'ha, c'est donc que le progrès est possible ! Mais pas n'importe comment : cela passe par les filières, la libéralisation réelle des échanges, la gouvernance et les échanges d'expériences entre pays de la région.

Réactions de Jean-Louis Rastoin :

- Les biotechs sont une question très délicate. Il ne faut pas les rejeter, elles peuvent apporter beaucoup. En même temps, l'UE vient de créer un label « sans OGM » qu'on pourra mettre sur les produits alimentaires – un argument marketing qu'il ne faut pas rejeter non plus.
- Quant à la spécialisation à outrance depuis cinquante ans, il faut reconnaître qu'elle a apporté la quantité demandée ; mais ses limites sont énormes, notamment en termes de coût énergétique et écologique. Il faut un modèle plus diversifié.
- Sur les structures de production agricole : un grand nombre des 500 millions d'agriculteurs actuels sont autosubsistants, mais la part des urbains ne cesse de croître donc il faudra augmenter la productivité ; cela revient à trouver un moyen terme entre les 500.000 (méga-fermes) et les 500.000.000 (paysans), pour des raisons sociales et écologiques.

La question démographique et le développement rural

Il faut avoir l'audace de poser la question démographique, disent François Lerin et Mabrouk El Bahri : 9 milliards d'hommes, est-ce tenable, et dans quelles conditions ? Cela pose la question du statut des femmes, de l'urbanisation et de l'exode rural. Et l'exode rural ne peut être séparé de l'émigration, précise Abdelmoumem Toukabri, des sujets sur lesquels il faudrait beaucoup d'efforts de formation auprès des candidats potentiels pour atténuer la tentation du départ.

Sid Ahmed Ferroukhi confirme que la croissance démographique d'Afrique du Nord s'est révélée bien supérieure aux prévisions et projets gouvernementaux. Pour y faire face, il faudrait, dans l'agriculture, 90 milliards de dollars d'investissement par an dans les PVD. S'il est vrai que, pour le moment, on ne nourrit pas des villes comme on nourrit des campagnes, les campagnes du Sud évoluent vers des modèles urbains de consommation.

Jean-Louis Rastoin reprend cette question démographique et urbaine. La prospective interpelle les décideurs : accepte-t-on les tendances, mégalo-pôles d'un côté et déserts humains de l'autre ? Comment œuvrer pour maintenir un minimum de tissu humain et économique dans les campagnes, comment promouvoir un modèle de « proximité » ? Le retournement démographique offre une opportunité. Mais même la fourchette basse de la projection démographique pose la question de la résistance à l'urbanisation systématique ; c'est un problème d'aménagement du territoire et de développement rural. La mise sur pied des filières doit tenir compte de cette nouvelle donne géographique.

Développement rural, marché et sécurité alimentaire : quels scénarios pour la Méditerranée ?

Giulio Malorgio précise la notion de compétitivité, dans le contexte méditerranéen ; elle porte notamment sur l'efficacité des réseaux sociaux et de la cohérence des filières – or aujourd'hui, producteurs, exportateurs, commerçants, sont peu reliés. Dans ce contexte, une question liée est celle de la grande distribution. Elle se développe partout (Maroc : 9% du marché national, Egypte : 14%, Turquie : 33%, Espagne : 62%, France : 72%), avec un risque d'exclusion des fournisseurs locaux, peu organisés. Une des conséquences est la multiplication des standards de qualité, imposés par la grande distribution – en plus des standards publics. La question, derrière tout cela : la distribution de la valeur. Comment faire face aux coûts croissants, pour les producteurs, de la commercialisation ? Si on ne répond pas à ces questions, la libéralisation du commerce agricole euroméditerranéen pourra conduire à de graves déséquilibres dans les pays du Sud.

Un autre exemple du besoin de mise aux normes modernes de l'agriculture de la rive sud : les rejets aux frontières (de plus en plus nombreux), liés aux difficultés d'exportations des PSEM vers l'Europe pour des raisons de qualité et de sûreté alimentaires. Ces rejets sont les plus fréquents pour les produits turcs et syriens (beaucoup plus rares au Maroc), pour les produits primaires (frais) et beaucoup moins pour les produits transformés ; plus fréquents aussi pour les produits à faible degré de spécialisation pour chacun des pays (en revanche quand les pays exportent des produits dans lesquels ils sont spécialisés, les rejets sont faibles ou nuls car la qualité est performante).

S'agissant des scénarios pour l'agriculture méditerranéenne, on peut en distinguer trois principaux :

1°) le scénario optimiste, celui de la *coopération* : régulation euroméditerranéenne, développement rural, harmonisation des standards, développement équilibré des relations entre grande distribution et producteurs, mise sur pied d'une marque « filière méditerranéenne » et des IG ;

2°) le scénario réaliste, qui consiste à subir les *tendances de la globalisation* : forte concurrence régionale et internationale, disparition du modèle alimentaire méditerranéen traditionnel, partage asymétrique de la valeur, hétérogénéité des standards, dualité des agriculteurs méditerranéens (entre grande exportation et petits producteurs locaux) ;

3°) le scénario du *statut quo* : Etat peu présent, prolifération des standards privés, négociations surtout bilatérales, forte fluctuation des cours du marché, poids croissant de la grande distribution, approvisionnement alimentaire irrégulier, programmation sectorielle et conjoncturelle du développement et donc pas de stratégie intégrée de développement territorial.

L'eau agricole, ressource stratégique

La tradition des savoir-faire hydriques dans la région est évidemment importante, explique **Pierre Blanc**. Elle a été une façon de contourner la dictature de l'aridité dans cette région du monde. Et le vingtième siècle est venu compliquer la donne : d'une part, les transitions démographiques encore à l'oeuvre au Sud et à l'Est accroissent fortement la demande en eau ; d'autre part, la création de frontières fait de ces ressources rares un bien à partager ou à se disputer. La crise de l'eau qui affecte la région comporte quatre aspects.

Le premier est l'insuffisance de l'offre. La politique de l'offre (barrages...) est salutaire ; elle a permis de développer l'irrigation, qui a contribué à réduire l'insécurité alimentaire (en Égypte grâce à Assouan, au Maroc qui compte 1,5 millions d'ha irrigués contre 0,15 millions en 1960, etc.). Mais cette politique ne suffit plus. Les prélèvements l'emportent sur les ressources renouvelables, dans la plupart des PSEM. Cette politique ne répond plus aux besoins quantitatifs.

Le deuxième aspect est la dégradation de la qualité (pollution des eaux de surface...). Le troisième est l'accès inégal à l'eau, notamment entre populations urbaines et rurales. Le quatrième tient aux « violences hydrauliques », et à l'insuffisance de la coopération hydraulique, alors que la baisse prévue des précipitations en Méditerranée va aviver les conflits d'usage.

Cette crise de l'eau pourrait s'approfondir du fait des changements climatiques qui devraient diminuer les précipitations – au moins au Sud – accroître l'évapotranspiration et modifier le régime des fleuves. Comment bifurquer, par rapport à ces tendances : il faut faire prévaloir la politique de la gestion de la demande. *Le gisement disponible, c'est l'économie d'eau*, notamment dans l'économie agricole qui représente 60 à 80% des usages de l'eau dans les PSEM. Mais il faut également tenir compte du fait que dans la plupart des PSEM, la population active agricole a augmenté dans les décennies passées et que la question de la sécurité alimentaire n'est pas

définitivement résolue. Dans ces conditions, l'agriculture irriguée ne peut donc être sacrifiée. Des marges de manoeuvre existent, en particulier à l'Est du bassin où les techniques d'irrigation sont encore dispendieuses. Mais pour que les agriculteurs entrent dans des dynamiques de conversion technologique, encore faut-il qu'ils puissent vendre correctement leurs produits. La question de l'eau est donc avant tout une question de développement agricole !

Débat

Hassan Benbabderrazik ouvre le débat en relevant le paradoxe : Giulio Malorgio nous dit l'importance de la concentration des flux par la concentration de la distribution, Pierre Blanc nous dit que la poursuite du développement agricole sur une base productiviste en mobilisant des inputs croissants n'est plus possible.

Consensus sur la dimension agricole de la crise de l'eau, et sur l'importance de l'eau pour l'agriculture

La notion de crise de l'eau sort renforcée de la discussion ; beaucoup confirment la crise de l'eau (Khaoula Baghdadi, Karim Daoud pour qui il faut remettre en cœur du développement agricole l'agriculture pluviale). Mabrouk El Bahri explique que dans le domaine de l'eau, qui est la base de l'agriculture, la Tunisie a fait un effort énorme mais arrive à la limite. Il faut mobiliser des espèces moins gourmandes en eau.

Si Ahmed Tibaoui insiste sur la nécessité absolue d'éviter le gâchis des fuites de l'eau rurale comme urbaine. Mohamed El Gerrouj rappelle que l'intervention de l'Etat est ici nécessaire, car il s'agit d'un bien public, et parce qu'il y a une dimension d'aménagement territoriale importante dans l'affaire.

Les séminaristes rappellent l'importance de la politique de tarification de l'eau, même si, comme le dit Erol Cakmak, cela ne suffira pas à moderniser l'irrigation.

Ils disent la dimension internationale et régionale de cet enjeu majeur : si nous parlons de région intégrée, il faut pouvoir aborder la question des transferts d'eau. C'est également vrai à l'échelle sous-régionale notamment au Maghreb (Akka Aït El Mekki).

Enfin Ahmed Fouad Mandour met en garde à propos des solutions que constituent les transferts d'eau et le dessalement : attention aux bouleversements de la biodiversité.

Comment améliorer la coordination entre les acteurs de l'agriculture, notamment au profit des producteurs ?

La grande distribution, si puissante en Europe, n'a pas donné des résultats probants pour les agriculteurs, estime Mabrouk El Bahri. Atef Idriss confirme : nous réfléchissons en terme de modèle occidental, or nous devons imaginer un nouveau modèle, et un modèle régional associant plusieurs pays de la Méditerranée. Le modèle de la grande distribution, notamment, n'a pas apporté toutes les réponses voulues, à la fois pour les producteurs mais aussi pour les consommateurs. Or ce modèle est en train de descendre au Sud, ne faut-il pas en tirer des leçons ? Ce qui pose la question des standards qui sont imposés aux agriculteurs : ne faudrait-il pas simplifier les normes afin qu'elles soient plus accessibles à tous ? Et s'agissant de traçabilité, ne faudrait-il pas aussi imposer une « traçabilité des prix » pour faire savoir comment est répartie la valeur ?

En dehors de la coordination verticale et horizontale, n'oublions pas la coordination « diagonale », par exemple entre agriculture et tourisme. Par ailleurs une marque « ombrelle » des produits méditerranéens pourrait avoir un fort effet coordinateur. Mais quant à la « traçabilité des prix », elle est sans doute un peu illusoire (Julian Briz). Certaines expériences en Espagne permettent de faire payer aux producteurs 80% du prix final, grâce à des marges commerciales très limitées. La condition : cela suppose une forte interaction au sein de la filière – sinon on tombe dans les conflits simplificateurs voire démagogiques entre producteurs, commerçants et consommateurs.

Le rôle clé de la grande distribution

La grande distribution a un impact déterminant sur les consommations alimentaires. En Egypte par exemple, il y a beaucoup de supermarchés locaux, non membres de grandes chaînes, qui n'ont pas les équipements de la chaîne de froid requis ; résultat, le frais n'y est pas assez distribué observe

Habiba Hassan Wassef. Le tourisme a lui aussi un impact important, pour le moment dans le sens d'une dualisation des marchés (la consommation de haut niveau pour le Marriott d'un côté, les marchés locaux de l'autre). Les normes imposées par les chaînes hôtelières internationales sont tout aussi puissantes que les normes de l'export. Il faut pourtant rapprocher les producteurs locaux des marchés touristiques.

Comme le tourisme, la grande distribution doit être mobilisée positivement (Karim Daoud) : n'oublions qu'elle apporte beaucoup aux populations urbaines. Elle peut être mobilisée pour augmenter la qualité de la production, et avoir une action de sensibilisation des agriculteurs.

Mohsen Boujbel est d'accord pour dire qu'il faut *faire de la grande distribution un allié pour la promotion des produits méditerranéens*. C'est un vecteur à la fois pour la région, et pour la conquête des marchés mondiaux (voir le rôle de Carrefour dans la promotion commerciale des produits français à l'étranger).

Si Ahmed Tibaoui rappelle les deux invariants du débat sur la grande distribution : son caractère incontournable, et en même temps la résistance du commerce traditionnel. Or il est sûr que la grande distribution *devrait contribuer à mettre à niveau les producteurs locaux* (qualité, emballage, disponibilité, traçabilité...). Cela suppose naturellement une organisation des filières.

La grande distribution doit pouvoir être mobilisée pour accompagner l'essor des marchés intérieurs : la demande intérieure est de plus en plus importante (il y a désormais plus de 30 millions de Marocains par exemple), il faut pouvoir y répondre, sans se focaliser toujours sur l'export (Mohamed El Gerrouj).

Akka Aït El Mekki estime lui aussi que la dualisation des producteurs est un problème clé. Or il y a un grand potentiel des marchés intérieurs, ce qui peut être une voie très importante pour les petits producteurs, qui font l'essentiel du tissu productif. La réglementation freine parfois le développement des exports pour ces petits producteurs. Pourtant aujourd'hui, 70% des fruits et légumes marocains sont destinés à l'export. Mais les petits producteurs ne savent pas transporter et distribuer, ni à l'export ni même aux marchés urbains intérieurs !

Ahmed Fouad Mandour donne l'exemple du « Green corridor », projet fait pour aider les producteurs égyptiens à acheminer leurs produits sur les marchés italiens en trois jours. Mais il n'a pas eu de réalisation pratique, notamment parce que les standards ne sont pas encore harmonisés.

Amid Masri conclut le débat en l'élargissant à la coopération régionale. La sécurité alimentaire n'est pas à l'échelle d'un ministère de l'agriculture. C'est un enjeu stratégique et transversal. Dans chacun des pays de la région il existe des plans, c'est entendu, mais pas vraiment de planification (« plans but no planning ») ; donc la question n'est pas toujours du côté des marchés et de la grande distribution. La région doit pouvoir relever ses défis alimentaires, elle a tout pour cela. Question : qui prendra la bannière de la sécurité alimentaire de la région ? Comment promouvoir le chiche-kebab contre le hamburger ? Comment éviter de nous limiter à suivre les décisions de la grande distribution ? Ne parlons donc plus de « Nord » et « Sud », parlons comme méditerranéens d'une même région. Partout, au Nord comme au Sud, les jeunes désertent les exploitations ; l'agribusiness a remplacé l'agriculture, ce changement est radical.

Vendredi 18 décembre après-midi Les politiques nationales Président de séance : François Lerin

Le Plan Vert marocain

Elaboré avec l'aide de Mc Kinsey, ce plan a été voté dans le cadre d'une programmation quinquennale, explique **Hassan Benabderrazik**. Cela traduit une continuité inédite de l'effort d'investissement du gouvernement marocain, et signale l'ampleur de l'engagement politique dans l'agriculture. Cette vision est fondée sur un diagnostic : l'importance déterminante de l'enjeu alimentaire pour le Maroc ; et une stratégie : fédérer l'effort de chacun dans un projet collectif,

d'où l'écoute et le dialogue inédits – et non pas un processus *top down*. D'où aussi une approche globale et intégrée, et non pas par secteurs.

Le schéma général est le suivant. Les objectifs sont de faire de l'agriculture un moteur de croissance économique et sociale ; non pas un secteur archaïque et du passé, mais – renversement de perspective – un secteur moteur. La mobilisation du secteur exportateur constitue le premier pilier. La mise à niveau solidaire du tissu social et la solidarité constituent le deuxième pilier. Des politiques horizontales concernent l'eau, la commercialisation, le libre-échange et le développement agricole, la fiscalité productive, le développement des PPP autour des terres collectives et de l'Etat et autres terres à statut particulier (qui sont très fréquentes dans les PSEM). Enfin un dernier volet concernera la réforme de l'action publique, avec la réorganisation du Ministère et des fonctions de l'Etat.

Quelques précisions sur le premier pilier. Il repose (ce qui renvoie à l'idée de filière et de coordination sur laquelle Giulio Malorgio avait insisté) sur le principe d'« agrégation », c'est-à-dire d'approche contractuelle entre les acteurs : l'agrégateur (qui peut être une firme agroalimentaire) organise les producteurs pour les aider à accéder à l'ensemble des services qui font le succès d'une opération agricole (fournisseur d'intrants, technologie, intégration à l'aval dans la commercialisation...). *Un opérateur privé peut ainsi prendre en charge des services naguère assumés par le public* ; cette fonction d'encadrement est récompensée par les gains de productivités généraux, au profit de l'agrégateur en partie. C'est à la fois révolutionnaire, et problématique ! Car rien n'interdit au producteur individuel de profiter des services offerts sans pour autant livrer toute sa production, et préférer le marché parallèle ; cela a supposé un encadrement législatif, pour limiter ces effets pervers.

L'exemple de l'eau illustre les politiques horizontales. Le Maroc est passé de 0,15 millions d'ha irrigués en 1960 à 1,5 millions aujourd'hui. Mais le ministère a des difficultés : recouvrement des factures, renouvellement des infrastructures, surexploitation des nappes... Des PPP ont été mis en place dans l'irrigation : gestion concédée du service de l'eau dans les périmètres d'irrigation (variantes de BOT), etc. L'idée est la suivante : l'Etat contribue à l'investissement, mais le *process* conduit par le privé permet d'imposer un cahier des charges strict et pérenne – au lieu des facilités que s'octroie parfois le public dans la gestion de l'eau.

Le foncier fournit un autre exemple de politique transversale, et illustre l'ampleur des changements attendus : la contractualisation entre agrégateur et agrégés peut aller jusqu'à du fermage. Autre exemple, la commercialisation intérieure : l'objectif est de constituer un marché fluide, de rénover les marchés de gros et les abattoirs (passer des monopoles communaux aux abattoirs privés, introduire la concurrence, promouvoir les relations entre producteurs et distributeurs).

Au total, ce plan, récent et dont on ne peut évidemment pas encore évaluer les résultats, dépendra des modalités de son exécution – tout un art... Ce qui est certain, c'est que la visibilité stratégique, pour les acteurs, est d'ores et déjà gagnée, car ce projet d'avenir est partagé par les professionnels. Mais cela reste une promesse, qui s'attaque à beaucoup d'enjeux en même temps, avec un objectif très ambitieux de doubler la production agricole en dix ans.

La politique algérienne du renouveau agricole et rural

Si Ahmed Ferroukhi présente cette politique partenariale : l'Etat n'est plus, et de loin, le seul acteur et impulseur – plus le seul « agrégateur » ! Nous sommes sur des marchés qui ne sont pas cloisonnés, mais liés (voir la question des agro-carburants). Et ces marchés sont haussiers : nous ne sommes pas revenus au niveau des prix de 2006 – regardez le sucre notamment. Autre défi : l'urbanisation importante, une ruralité qui se transforme, des interactions urbain-rural qui changent, un modèle de consommation qui s'homogénéise.

Quelle est la réponse de l'Algérie ? La période qui s'ouvre (2009-2014) est d'abord un « renouveau », non pas une table rase, mais une transformation par rapport aux années 2000-2008. Concentrons-nous sur les produits dans lesquels nous avons un avantage comparatif, puis compétitif. Dans les céréales, le lait, la pomme de terre ne nous contentons pas de l'importation et développons un minimum de capacités de production au niveau national. Nous allons protéger les productions vivrières, en tenant compte du changement climatique, c'est-à-dire en utilisant des espèces adaptées et en mobilisant des techniques économes en eau. Nous allons ménager et développer les territoires ruraux, et mobiliser la pluralité des acteurs ruraux car la consommation

ne concerne pas, ou plus, des produits agricoles mais des produits alimentaires qui comportent divers biens et services.

L'évolution de nos disponibilités alimentaires est favorable : 3600 Kcal par habitant en 2009, contre 1800 en 1963-69 et 2700 dans les années 1980, cela alors que dans le même temps la population a explosé. La production alimentaire a été multipliée par 4,5 dans la période, avec fort complément par l'importation. La consommation, de plus, s'est elle aussi transformée : les consommateurs veulent des produits pas chers mais de qualité, toute l'année, sans effet de saisonnalité ; ils achètent en petites quantités.

La stratégie de ce renouveau agricole et rural comporte donc la matrice suivante : en haut l'objectif de la sécurité alimentaire ; les deux piliers que sont le pilier agricole et le pilier rural ; une mise en œuvre qui passe par des programmes de renforcement des capacités humaines et d'assistance technique (modernisation de l'administration, etc.).

Jusqu'à l'indépendance, les débouchés humains du monde paysan étaient la main d'œuvre vers les villes du Nord et d'Europe, ou l'armée ; en retour, l'espace rural recevait les revenus que cette main d'œuvre pouvait renvoyer. Après l'indépendance ces mouvements se sont taris. L'exode rural a pris le relais de l'émigration – mais même cet exode rural se tarit désormais car il y a de moins en moins de possibilités d'« évacuer » l'excédent humain.

Concernant les filières, comme au Maroc nous partons de l'objectif d'organiser des acteurs dispersés ; nous ne parlons pas d'« agrégateurs » mais de « Pôles Agricoles Intégrés - PAI », mais c'est la même idée. Nous partageons l'idée, déjà évoquée ce matin, que l'essentiel des enjeux tiennent à une meilleure coordination des acteurs ; les problèmes sont souvent non pas techniques ou financiers, mais de coordination. Donc l'effort est à produire dans le domaine de la coordination, par exemple pour lutter contre les excédents dans certaines périodes, et dans celui des régulations, par exemple à travers des PPP.

Enfin en ce qui concerne le renouveau rural, l'idée est de pouvoir lier les interventions sur les forêts, les bassins versants, les écosystèmes etc. à la participation des acteurs, dans une logique de développement rural local durable.

Débat sur les cas marocain et algérien

François Lerin observe que ces deux présentations montrent que la dualité, réelle, de l'agriculture des PSEM, n'est plus masquée, mais explicite. Le diagnostic lui paraît ainsi mieux posé.

Mohammed El Gerrouj apporte quelques précisions sur le Plan Maroc Vert (dont il dirige la mise en œuvre). D'abord, c'est un plan régional, et non national (ce qui renvoie à ce que Henri Nallet faisait observer de la nécessité de décliner la PAC à des échelles plus locales que centrales). Il prend en considération les spécificités locales, édicte des normes et des décisions par région. Ensuite, sa mise en œuvre ne revient pas à une série d'actions (contrairement aux plans précédents) sur l'irrigation etc., mais à des projets complets par filière, de la production jusqu'à la commercialisation. Enfin l'agrégation devrait notamment contribuer à contourner les problèmes du foncier, difficiles à dépasser : dans un cadre contractuel, l'agrégateur privé pré-finance, et réussit, très souvent, à fédérer des milliers d'hectares autour de lui. Parfois, c'est l'Etat qui investit.

Questions aux orateurs : filières, privé, OGM, importations de céréales, toute puissance du marché, coopération

Pour Pedro Narro Sanchez, trois idées ressortent des deux interventions. 1°) La reconversion : ces pays passent d'une agriculture céréalière, surtout pratiquée dans les régions en difficulté, vers une agriculture de haute valeur ajoutée. Question : comment répondre au besoin gigantesque d'importations de céréales ? 2°) L'agrégation : les politiques publiques dirigistes traditionnelles sont en train d'être dépassées, bravo. Le rôle des organisations d'agriculteurs est clairement perçu comme devant être accru. Il faut mettre sur pied des coopérations durables, qui résistent aux crises. 3°) L'accent est justement mis sur le capital humain ; il s'agit notamment d'intégrer davantage les femmes et les jeunes dans l'agriculture. Pedro Narro Sanchez termine en mettant en garde contre les erreurs du Nord : en Europe on parle beaucoup d'« agriculture multifonctionnelle », mais en réalité on concentre la production dans les zones les plus compétitives de l'Europe. C'est une erreur à ne pas répéter au Sud.

Karim Daoud fait un point rapide sur la stratégie agricole en Tunisie, à travers quelques questions clés. 1°) Celle du caractère non durable de certains choix technologiques, comme pour les bovins laitiers. La Tunisie a faite le choix des Holstein ; le pays a réglé le problème de l'autosuffisance en lait par l'importation massive des Holstein, mais il lui est aujourd'hui difficile de maintenir des races qui sont, pour des raisons environnementales et techniques, « des Maserati » de la production animale. Il aurait été préférable de choisir des races plus rustiques. 2°) Celle, ensuite, du difficile relais de l'action publique par des filières professionnelles. Prenons le cas du stockage. Les productions se font désormais tout au long de l'année ; mais face aux fluctuations des prix, il faut des stocks, que gère le secteur public ; or il faudrait plutôt des organisations professionnelles, indépendantes des pouvoirs publics, mieux capables d'éviter les à-coups fatals pour les professionnels. Cela passe par une meilleure organisation des petits producteurs, qui comptent, comme sans doute ailleurs au Maghreb, pour 70% des producteurs agricoles. Une meilleure organisation des producteurs permettrait de moins attendre des lois – car pour le moment, on attend trop d'elles. 3°) Celle enfin des OGM, une grande question, vis-à-vis de laquelle la Tunisie reste très méfiante, et même réticente.

Jean-Louis Guigou relève qu'effectivement certains enjeux n'ont pas été abordés, par exemple celui des OGM : comment les Algériens et les Marocains les intègrent-ils dans leur plan ? Il pose aussi la question de la coopération régionale : dans le plan algérien (mais pas dans le plan marocain !) le « pilier rural » est fortement affirmé ; ne pourrait-on développer au Sud l'équivalent des programmes « Leader » qui ont bien marché au Nord, pourquoi pas un « Leader Med » ? Troisième observation, sur les Indications Géographiques. En France, elles fonctionnent comme des centres intégrateurs ou « agrégateurs » : des centres contrôlent les procédés – pas de lois, pas de préfets, mais un autocontrôle puissant par les producteurs eux-mêmes, qui protègent ainsi leurs labels. Enfin une suggestion : pourquoi les Secrétaire généraux des Ministères de l'Agriculture de la région ne constitueraient-ils pas une association qui pourrait s'appeler « Med Agri », et qui les réunirait deux ou trois fois par an ? IPEMED peut y aider.

Adrian Civici demande qu'on distingue bien les les plans de papier, stratégies de développement souvent faites ou recommandées par les autres (FAO, BM, UE...), et les réalités. Ces plans extérieurs ont une approche très « consommateurs » (en fonction de standards occidentaux), et pas assez du côté des producteurs. Et il manque souvent un bilan de la stratégie suivie – sans tenir compte des pratiques des petits paysans, qui ont continué à suivre leurs propres façons de faire ! S'agissant de ces deux plans nationaux : a-t-on estimé leur coût ? Les bailleurs internationaux vont-ils contribuer, et donc imposer les conditions ? Ces plans remettent-ils vraiment en cause la domination de l'orientation « tout marché » ? Il faut le dire, la libéralisation totale reste la vision dominante, l'approche par la sécurité alimentaire est connotée aux alter mondialistes. Pour l'Albanie par exemple, une telle libéralisation signifie l'explosion des importations. Depuis vingt ans on a sous investi dans l'agriculture, et laissé le marché faire ; l'agriculture « se venge » aujourd'hui ! Aussi faut-il préciser ce qu'on attend de l'agriculture : protéger l'environnement, résoudre un problèmes social d'emplois, impulser le développement économique et approvisionner les marchés, les trois ensemble ?

Khaoula Baghdadi soulève la question de l'agrégation, par le privé, des petits agriculteurs : ne va-t-on pas aller vers une sorte de nouvelle féodalité ? Enfin Julian Briz pose la question sur le plan de la production : comment prend-on en compte les surplus de commercialisation ?

Les réponses d'Hassan Benabderrazik sur le Maroc

S'agissant des OGM : la position marocaine est très marquée par les réticences européennes – même si le Maroc en importe, mais craint pour ses exportations vers l'Europe.

S'agissant de l'absence de mention au développement rural : il n'est pas évoqué dans le plan vert car il a été sorti du ressort du ministère de l'agriculture. C'est une petite révolution, l'approche étant recentrée sur les communes et la démocratie locale, avec une forte participation des élus locaux, et donc ce dossier a été transféré au ministère de l'intérieur. L'idée se défend de mettre le politique au cœur du choix et de l'action. Et Le bilan est plutôt bon : les élus sont responsabilisés, avec une sanction politique locale ; les programmes clés (routes, assainissement, écoles, électrification...) ont été dynamisés. En 2010 100% des zones rurales sont équipées sur le plan électrique, 78% pour les écoles proches, etc. : les progrès ont été énormes. La partie moins bonne du bilan concerne la gestion des ressources naturelles locales (c'est plutôt le Ministère des forêt qui s'en occupe).

S'agissant des approches « marchés » et « sécurité alimentaire » : *il faut reconnaître que les PSEM ne bénéficient que d'une seule spécialisation internationale, les fruits et légumes*. Ce n'est pas le cas pour les céréales, le sucre, etc. Il ne serait pas économiquement durable, pour ces pays et pour ces produits, de jouer une sécurité alimentaire trop orientée vers la production intérieure. Par ailleurs, les accords commerciaux internationaux sont très positifs, notamment pour accroître les exportations. Les prestataires de service (logistique, stockage...), qui font la compétitivité, viennent s'installer autour d'une filière exportatrice. Et cela aide la modernisation et l'exportation d'autres filières et d'autres régions du pays. Mais évidemment, *la condition, c'est pour le Maroc de pouvoir accéder aux marchés internationaux et notamment européen, c'est fondamental !* Eviter de retomber dans un processus de déstructuration, qui a eu lieu lorsque l'Europe s'est fermée. Par exemple en 1990 le Maroc exportait 150 000 tonnes de tomates vers l'UE, tout comme l'Espagne ; dix ans plus tard le Maroc exportait toujours ses 150 000 tonnes, mais l'Espagne... 900 000 ! Il faut évidemment redistribuer les cartes à cette échelle régionale large. Il faut donc travailler ensemble, Europe et PSEM, dans une perspective régionale et non seulement bilatérale (genre Maroc-UE). Car les céréales, le Maroc peut les acheter en Argentine, Brésil, Ukraine... Evitons ces solutions extrarégionales, perdantes-perdantes. Jouons plutôt les effets multiplicateurs positifs entre les deux rives.

Enfin s'agissant de l'agrégation : elle a déjà généré beaucoup de créativité, on a cessé de ronronner. L'effet de proximité, de connaissance mutuelle, a été très positif ; la configuration territoriale locale s'est révélée pertinente, beaucoup plus qu'une planification centrale – mais cela suppose que les intérêts des uns et des autres soient respectés, qu'il y ait un contrat d'agrégation clair, liant l'Etat (qui régule), l'agrégateur, et les agrégés. On verra les résultats, mais a priori cela devrait bien marcher.

Les réponses de Si Ahmed Ferroukhi sur l'Algérie

S'agissant des OGM : l'Algérie n'en veut pas (des semences), comme aucun des autres pays du Maghreb. Nous n'avons pas plus de certitudes techniques qu'en Europe ; et nos consommateurs sont tout aussi sensibles que ceux de l'Europe. Le pays relance un grand programme semences et plants, dont l'objectif est de préserver les ressources génétiques (les semences légumes secs ont disparu en Algérie, en quelques années !) et de préserver la sécurité des semences alimentaires.

S'agissant de l'approche « marchés » vs « sécurité alimentaire » et production nationale, notamment dans le secteur clé des céréales : en réalité, il s'agit d'une filière qui perd facilement plusieurs maillons ; il faut une logistique énorme (superficies gigantesques, sites de stockage nombreux etc.). Et dès qu'on lâche prise, en quelques années, tout cela s'effiloche puis disparaît ; pour relancer, les trous deviennent vite rédhibitoires. Donc, stratégiquement, c'est rapidement oui ou non, on peut difficilement adopter une stratégie intermédiaire.

S'agissant de l'agrégation (ou des Pôles Agricoles Intégrés) : il s'agit vraiment d'une nouvelle approche des politiques publiques, qui mobilise à la fois l'Etat et la structuration des filières donc la participation des acteurs. Nous cherchons dans chaque filière des acteurs qui peuvent jouer le rôle d'intégrateur (des entreprises privés, des individuels, des coopératives... cela varie selon les cas). L'Etat assure la régulation (par exemple pour le stockage, afin d'éviter les stockages spéculatifs au moment de la période de faible disponibilité, mais aussi afin d'aider le stockeur au moment difficile).

On voit l'ampleur de la tâche : l'Algérie, ce sont un million d'agriculteurs soit six millions de personnes, plus l'administration de l'Agriculture, plus les liens indirects – autrement dit des millions d'acteurs, très divers, à qui il s'agit de faire partager une vision commune ! L'enjeu est donc clairement organisationnel. La programmation 2009-2014 est assurée par le ministère des finances ; mais les difficultés sont moins financières que organisationnelles.

L'antagonisme marché intérieur - exportations : le cas turc

Dans les dernières années dit **Erol Cakmak**, la Turquie a multiplié par deux ses exportations agricoles et alimentaires (quasi uniquement des fruits et légumes et notamment des noisettes) et ses importations par quatre, avec une baisse de son solde commercial. Dans le même temps, les exportations non agricoles augmentaient plus vite encore ; la part des exports agricoles est donc passée de 16 à 8%, celle des importations agricoles dans les importations totales est restée à 5%.

Mais il n'empêche que la dépendance turque dans le domaine agricole a augmenté. Il est impossible pour un pays comme la Turquie d'être autosuffisant pour tous les produits agroalimentaires de base.

L'opposition entre commerce extérieur et marché intérieur n'est pas toujours pertinente. Les exportations contribuent à la croissance économique nationale, et ne doivent pas être opposées à l'approvisionnement du marché intérieur. L'agriculture turque est duale, et cela se reflète dans le commerce extérieur. Or les soutiens institutionnels et techniques aux exportations restent insuffisants ; la transformation des entreprises agroalimentaires pour les rendre compétitives sur les marchés mondiaux, tarde.

Débat

Ahmed Fouad Mandour confirme l'effet prix des importations, souvent beaucoup moins chères que la production ; les importations d'Asie commencent même à concurrencer les importations depuis l'Europe ! Ferroukhi insiste : il faut absolument *distinguer sécurité alimentaire et autosuffisance*. *Nous sommes sortis depuis longtemps du paradigme de l'autosuffisance*. Il ne s'agit surtout pas de s'enfermer dans un seul pays.

Narro Sanchez : les fruits à coque, secteur clé pour l'export turque, ne sont-ils pas soutenus fortement par l'Etat ?

Cakmak : il y a bien un manque de soutien institutionnel pour les exportateurs, et c'est aussi le cas des fruits à coque. Même pour le type spécifique de noisettes pour lequel la Turquie produit un pourcentage important dans le monde, cela se fait sans soutien du gouvernement. La Turquie essaie de *réduire* sa production de noisettes, en fait. Mais dans le Sud de la Turquie, d'où vient cette production, que produire d'autre ? Même chose sur la production de thé, seule production possible de certaines productions de montagne.

Polys Andreas Constantinou se demande quelles seraient les implications des accords du Doha Development Agenda (DDA) sur ces économies agricoles. Idéalement, si l'UE libéralise complètement le commerce agricole, le DDA signé signifierait-il que la production marocaine pourrait concurrencer les imports européennes du Mercosur ? Lorsque cet accord sera signé, les droits de douanes seront réduits.

Erol Cakmak : dans le coton ou le blé, les marchés restent limités, et pas encore vraiment organisés ; il faudra du temps, et il faudra attendre les résultats de Doha.

Idriss : les mesures restrictives appliquées en Turquie ont provoqué beaucoup de colère des voisins du Sud. L'UE vous a fait ratifier les accords commerciaux avec les PSEM, et nous exportons vers la Turquie... à travers la RFA.

Les valorisations agricoles non alimentaires. Cas d'un projet agro-énergétique en Tunisie

Khaoula Baghadi-Rivière présente ce projet en cours d'évaluation, sur financements italiens, de production de biocarburants à partir de copeaux d'eucalyptus, pour produire de l'électricité. Le projet se situe dans le Sud tunisien sur des terres peu productives, dont l'économie locale est actuellement limitée à l'élevage transhumant par de petits éleveurs. Les pluies sont peu abondantes, mais il existe une nappe souterraine transfrontalière profonde et le projet bénéficie d'un quota d'eau depuis cette nappe.

L'étude montre que la production de biomasse à des fins énergétiques est très dispendieuse. Le bilan est négatif, en dépit de la création d'emplois liés au projet (3.500), en dépit des effets positifs de l'arrivée d'investissements, et de la diversification rurale. En effet, et outre les effets négatifs sur les ressources naturelles (terres et eau), le bilan peut même être négatif en termes sociaux car la zone qui va être soustraite au parcours concerne 4.000 éleveurs, et le risque pèse aussi sur les pêcheurs ; et en termes d'énergie, car on risque d'utiliser autant d'énergie à dessaler l'eau de mer qu'à en produire à travers les copeaux. Surtout, la valorisation non alimentaire de la biomasse va à l'encontre de la sécurité alimentaire. Or il est frappant de constater que cette préoccupation de sécurité alimentaire n'a pas été prise en compte dans l'évaluation *ex ante* de ce projet. On se rapproche donc d'un projet de type... éléphant blanc nouvelle manière.

Débat

Jean-Louis Rastoin relève le côté novateur du projet. Mais tous les experts parlent d'insécurité alimentaire, du fait du caractère limité des ressources en terres en eau ; or ce projet est prédateur sur ces deux ressources. Il montre clairement la concurrence de l'usage de ces ressources, entre aliments et énergie. Au Brésil, une telle aventure est envisageable ; mais en Méditerranée et même en Europe, c'est un contresens. L'objectif est de produire de l'énergie renouvelable, à partir de copeaux de bois, que l'on brûle. Mais a-t-on vraiment examiné des sources alternatives d'énergie, solaire notamment ? Avant de se lancer dans des aventures comme celle là, qui peuvent être certes à la mode, il est indispensable de mener ce benchmark. De même, n'espérons pas développer, dans l'ensemble, l'élevage bovin dans les PSEM : ils sont trop coûteux en intrants rares (eau et plantes). En 2050, près de 600 millions de personnes vivront dans les PSEM, et ne disposeront toujours que de 90 millions d'hectares. La division est facile à faire, elle aboutit à un des ratios les plus faibles du monde ! Donc réfléchissons bien à ce que nous faisons de nos ressources. A ses yeux la réponse est claire : il faut donner la priorité absolue à l'alimentation.

Samir Medawar reconnaît que le projet est important pour la main d'œuvre qu'il fait travailler (50 millions de journées de travail). Mais si l'eucalyptus est utile, d'autres plantes peuvent être plus intéressantes et même être utiles pour l'alimentation animale (feuilles ; Daoud et Narro Sanchez confirment que la biomasse peut bénéficier au développement agricole et en particulier avoir des complémentarités avec l'élevage). Surtout, effectivement, la région serait mieux placée pour le soleil que pour la biomasse. Karim Daoud confirme que le projet paraît surprenant car dans ces régions du Sud tunisien il vaudrait mieux développer l'énergie éolienne ou solaire.

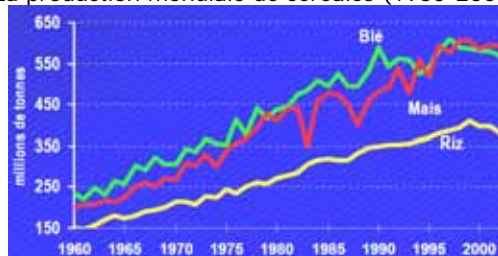
Si Ahmed Ferroukhi met en garde contre la tendance fréquente, dans les PSEM, à attirer des « projets miracles ». Si nous envisageons une vraie collaboration régionale, il faudra éviter les projets non sérieux comme celui-là. Il n'y a pas de miracles à attendre. Indiscutablement, l'énergie solaire ou les centrales mixtes (gaz et solaire) sont plus adaptées, l'avenir est à l'éolien et au solaire. A cet égard, là encore, la grande question sera la dérégulation du marché énergétique européen : comment pourra-t-on vendre sur ce marché ?

Dîner-débat du 18 décembre « Sécurité alimentaire et stratégies d'entreprise en Méditerranée »
avec Xavier Beulin (PDG de Sofiproteol) et Si Ahmed Tibaoui (Vice Pdt du Forum des entrepreneurs du World Trade Center d'Algérie, ancien Ministre de la Privatisation)

Exposé de Si Ahmed Tibaoui

Après avoir dressé le paysage de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans le monde, A.T. précise le cas de l'Algérie.

La production mondiale de céréales (1960-2005)



Source : FAO / Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture françaises

Avec des importations de 1,7 milliards de dollars en 2008, sa dépendance agroalimentaire est énorme. Pourtant de vraies marges de manœuvre existent. Cela suppose de bien connecter l'amont agricole aux industries alimentaires.

Le pays n'a pas toujours su privatiser des entreprises publiques qui auraient dû devenir privées plus tôt. Mais tout de même, aujourd'hui les deux tiers de la valeur ajoutée agricole d'Algérie proviennent du privé. Les exportations se développent – même s'il est vrai que c'est souvent à partir d'intrants importés.

La poursuite de la modernisation ne pourra pas se faire sans coopérations euroméditerranéennes. Si l'on veut que l'Algérie accueille davantage d'entreprises étrangères, il faut que le climat des affaires s'améliore. Or d'une manière générale, à peine 5% des firmes multinationales sont présentes dans les PSEM, c'est trop peu. L'arrivée de la grande distribution peut jouer un rôle d'accélérateur de la modernisation (en termes de délais, de qualité etc.). Au total, il faut que nous conduisions un partenariat euroméditerranéen dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, filière par filière.

Exposé de Xavier Beulin

Chaque jour la terre compte 250.000 habitants supplémentaires. Le triptyque climat, énergie, alimentation est fondamental. Dans les céréales, depuis vingt ans, on a gagné une production supplémentaire de 500 millions de tonnes, mais d'ici trente ans il faudra gagner 1, 2 milliards de tonnes en plus !

Des facteurs négatifs pèsent sur cette prospective : l'incertitude sur l'ampleur du changement climatique ; la question énergétique (même si on peut faire des progrès dans la consommation énergétique de la production agricole) ; le foncier, car il y a un vrai problème de disponibilité durable de terres agricoles ; l'arbitrage dans l'usage des sols, entre alimentation et énergie (à cet égard je vous signale qu'une directive européenne se prépare pour imposer une étude préalable sur le bilan carbone avant toute mise en culture de biocarburants) ; les réformes agraires, auxquelles ne sont pas prêts bien des pays d'Afrique et sud méditerranéens.

Mais il y a aussi des facteurs positifs : les avancées de la R&D ; l'investissement dans l'agriculture, et la disponibilité de financements internationaux (même si les programmes BM ne sont pas tous très bons et s'il faut encore faire un gros travail pour faire entrer l'agriculture dans le champ de l'UpM) ; l'existence de méthodes qui marchent, et en particulier la structuration par filières, de l'amont à l'aval.

La modernisation des filières au Sud doit être fondée sur les interprofessions. Ce sont elles qui doivent organiser l'activité, de la collecte à la distribution – non pas pour gérer le marché mais pour le faciliter. Elles doivent pouvoir réguler les filières, promouvoir leurs produits, et orienter la recherche. L'expérience prouve que *face à un contexte de concurrence redoutable, l'organisation par filières est une réponse adaptée*. C'est après la décision de supprimer les droits de douanes sur les oléoprotéagineux – qui promettait l'écrasement du marché par les produits américains – que la filière française s'est montée. Elle a créé ses outils, sa banque, ses équipements industriels et de conditionnement, a assuré la coordination et a facilité les mises en marché ; et elle a acquis des positions mondiales (alimentation du bétail, biodiesel...). *Les pouvoirs publics ont joué le jeu*, en acceptant qu'une cotisation soit prélevée sur les producteurs (elle a cessé en 2003). Le gros avantage, c'est que la valeur ajoutée peut effectivement être payée au producteur.

Pour moderniser les filières au Sud, la coopération transméditerranéenne est indispensable. Cela suppose l'investissement – donc l'apport de méthodes – des entreprises européennes au Sud, mais aussi des financements publics pour contribuer à la modernisation, qui prendra au moins dix ans. Il faut également pouvoir organiser la coordination entre filières, notamment entre le végétal et l'animal (nourriture animale, fumiers et lisiers...).

Sur le plan politique, nous devons promouvoir une approche régionale associant l'Europe et les PSEM. Cela suppose (i) de faire passer un cap aux échanges Sud-Sud, (ii) de dire clairement à l'OMC que le démantèlement tarifaire généralisé n'est pas la bonne approche (Doha sera sans doute mort durant l'année 2010), (iii) de moderniser les filières au Sud afin d'envisager des échanges Nord-Sud fondés sur la réciprocité (il faut mener un débat en Europe pour faire comprendre que l'exportation pure et simple des produits du Nord vers le Sud n'est pas une option jouable).

Débat

Les participants insistent sur l'importance des échanges Sud-Sud, notamment au sien du Maghreb (Karim Daoud, Hassan Benabderrazik).

Ils évoquent aussi la difficulté des PSEM à faire face au défi de la durabilité, et à inscrire une stratégie dans la durée. L'exemple de ce qu'ont réussi les Espagnols, dans le domaine des organisations professionnelles, devrait faire des émules. Les débatteurs conviennent de l'apport indispensable des méthodes de l'Europe, et du rôle clé que pourrait jouer l'UpM dans ce domaine.

Xavier Beulin revient sur la coopération agricole entre Nord et Sud. Agroalimentaire, mais aussi agricole, car l'enjeu se déplacera demain sur la production de la matière première agricole.

Samedi 19 décembre matin
Les accords internationaux en Méditerranée
Président de séance : Amid Masri

Accords commerciaux internationaux agricoles en Méditerranée. Evaluation et perspectives

L'exposé de **Jose-Maria Garcia Alvarez-Coque** suit trois idées directrices : 1°) sur le plan bilatéral, l'entrée de l'agriculture dans les accords Euromed est un tournant – mais il y a encore des progrès à faire car la dissymétrie Nord-Sud reste énorme ; 2°) la dérogation de l'agriculture dans le régime multilatéral de l'OMC est encore réelle ; 3°) Il n'y a ni vision ni stratégie commune des pays méditerranéens dans les négociations commerciales internationales. Certains pays, les membres de l'UE, défendent la PAC ; d'autres pays font partie du groupe Afrique, d'autres encore du groupe des 33, d'autres enfin ne sont pas membres de l'OMC.

Dans le commerce euroméditerranéen agricole, moins de 50% des échanges totaux sont effectivement libéralisés ; les produits sensibles sont exclus ; les barrières non tarifaires demeurent ; la différence d'approche entre Nord et Sud perdure. Pourtant la libéralisation est nécessaire pour la productivité, et boostera le secteur exportateur moderne du Sud. Mais il est sûr qu'il y aura aussi des perdants : les paysans traditionnels au Sud, les fruits et légumes au Nord. Par ailleurs, la dépendance alimentaire du Sud vis-à-vis du Nord augmentera ; et il est sûr aussi que certaines organisations professionnelles agricoles européennes s'opposeront à cet élargissement de la libéralisation.

Les enjeux de la libéralisation sont les suivants. (i) Faut-il encore que le Nord accorde des préférences commerciales aux PSEM ? Jusqu'à présent, elles n'ont pas eu d'effets probants. (ii) Les surplus agricoles européens, notamment en fruits et légumes, ne sont pas un résultat de la libéralisation commerciale euroméditerranéenne. (iii) Il ne faut voir la délocalisation de la production sur la rive sud comme un problème en soi, elle est un effet de la libéralisation. (iv) Les producteurs du Nord comme du Sud restent souvent peu armés face aux transformations du marché. (v) La dualisation reste forte au Sud, en défaveur de producteurs qui sont victimes ou en tout cas à l'écart de la globalisation.

Pour les politiques, il est important de retenir les éléments suivants : 1°) la sécurité alimentaire est un enjeu surtout important pour le Sud, et pas pour l'UE – c'est une importante différence entre Nord et Sud. 2°) Qui, exactement, a intérêt à se focaliser sur cet objectif stratégique de sécurité alimentaire ? 3°) Doha sera mort en 2010 a prédit Xavier Beulin ; pourtant plusieurs PSEM auraient intérêt à ce que Doha réussisse : le Maroc, par exemple, est compétitif et aurait intérêt à ce succès. Sinon, resteront les accords bilatéraux avec l'UE. 4°) Comment renforcer les compétences de la société civile pour faire face à cette ouverture commerciale, dans les PSEM mais aussi au Nord ? C'est une question de compétitivité, mais aussi de gouvernance et de démocratie. 5°) Comment mieux relier les différentes politiques : politiques de marché, de développement rural, de soutien aux revenus... Cela permettrait de fournir une approche commune, Nord et Sud, aux questions de libéralisation commerciale.

Le point de vue des entrepreneurs

L'attente vis-à-vis de l'Union pour la Méditerranée est importante, rappelle **Si Ahmed Tibaoui**. On attend qu'elle puisse enclencher une dynamique économique plus forte, et moins dissymétrique entre les pays de la région. Rappelons que les échanges intra européens portent sur 178 milliards de dollars, contre 480... millions pour les échanges transméditerranéens !

Sur le plan de la philosophie générale d'action, nous sommes tous d'accord, politiques et experts, pour dire que la libéralisation est dans l'ensemble positive. Mais elle ne peut suffire. C'est pourquoi la réforme de la PAC devrait absolument prendre en compte les problèmes existants au Sud et intégrer le point de vue des PSEM. Par ailleurs, il y a beaucoup de complémentarités à développer entre pays du Sud.

Au total, et afin d'éviter les conflits agricoles actuels et potentiels que ne manqueraient de susciter cette libéralisation, afin de dépasser le pur libre échange, *il est hautement souhaitable que l'ensemble des pays de la région nouent un pacte agroalimentaire et rural commun* portant sur la coopération productive, la promotion commune des produits méditerranéens sur les marchés mondiaux, et le développement rural.

Débat

Amid Masri retient surtout de ces analyses l'importance de l'initiative à donner aux paysans, et de l'approche commune Nord-Sud.

Fatma Ben Rejeb Hezami rappelle l'existence de l'outil « Invest In Med » pour promouvoir les projets concrets.

Julian Briz pose la question politique : même dans les pays gagnants, il y aura des groupes économiques et sociaux perdants – comment compenser cette perte ?

Mohammed El Gerrouj insiste sur la dimension sociale de cette question. Ne faudrait-il pas plutôt parler d'agriculteurs, que d'agriculture et d'exportations agricoles ? Les céréales occupent les trois quarts de la surface agricole totale du Maroc et concernent 70% des agriculteurs, pourtant dans les négociations commerciales l'UE ne tient pas compte de ces réalités sociales, et ne parle que de « secteur agricole ». Les Européens parlent beaucoup plus volontiers « environnement » que de « social ».

Pour Habiba Hassan Wassef, la politique agricole nationale égyptienne qui vise à augmenter la production agricole ne prend pas assez compte des questions humaines du développement rural (ce que conteste Ahmed Fouad Mandour).

Jean-Luc François rappelle que même avec les meilleurs accords commerciaux internationaux, ce qui reste au fond déterminant est la qualité des politiques domestiques, et notamment leur capacité à faire travailler ensemble les pouvoirs publics, les agriculteurs et les industriels.

Akka Ait El Mekki repose la question de l'Accord d'Agadir : pourquoi ne parvient-il pas à décoller, comment le relancer ? Atef Idriss met l'accent sur l'importance des échanges économiques avec le Golfe, et avec le Maghreb – et pas seulement l'Europe. Il est indispensable à ses yeux que ces approches (Golfe, Agadir, Euromed) soient « free trade area compatibles ». Par ailleurs, et parce que la modernisation du privé a été oubliée, l'accord d'association du Liban avec l'UE n'a pas apporté les réponses attendues, il a plutôt augmenté les déséquilibres.

La nécessaire progression de la coopération agricole dans le partenariat Euromed

Aux yeux de **Sébastien Abis**, IPEMED et Ciheam partagent l'idée que l'agriculture est fondamentale pour la coopération dans la région. Voici quelques uns des enjeux de politiques publiques sur lesquels le Ciheam travaille : (i) l'adaptation des agricultures face à l'accélération du changement climatique — et la raréfaction des ressources (rappelons notamment que 90% des terres arables de la région sont déjà exploitées). (ii) La santé alimentaire des populations ; il faut parler d'alimentation pour sensibiliser l'opinion publique et, au-delà, pour sensibiliser tous les consommateurs aux enjeux agricoles ; *Mediterra 2012* sera consacré à la diète méditerranéenne.

(iii) La sécurité alimentaire (l'Afrique du Nord, Egypte comprise, représente 2% de la population mondiale mais 20% des importations mondiales de blé !) ; il y a certes un milliard d'affamés sur terre, mais c'est dans les PSEM que la faim, a progressé le plus vite en proportion depuis 2005. Il ne faut pas non plus occulter les enjeux de santé liés à la malnutrition. (iv) L'importance de l'UpM pour l'agriculture méditerranéenne, mais aussi l'importance de l'agriculture pour l'UpM : on évoque beaucoup la diète méditerranéenne pour parler de valeurs communes, on mobilise l'olivier pour dessiner les contours de la région.

Le slogan naguère lancé par Tony Blair, « pas de futur dans l'agriculture » a contribué à répandre l'idée que l'agriculture serait un secteur du passé ; autre difficulté, on faisait alors confiance au marché pour résoudre les problèmes (sécurité alimentaire notamment), d'autant que les prix étaient assez bas. Mais la montée des prix alimentaires et les crises alimentaires croissantes (dans les PSEM mais aussi pour les populations marginalisées socialement en Europe) contribuent à redonner à l'agriculture un statut de secteur stratégique.

Le Ciheam, par son statut intergouvernemental, vise à susciter un débat sur ces questions. En 2003 s'est tenue une ministérielle agricole Euromed à Venise ; puis en 2005 à l'occasion du dixième anniversaire de Barcelone ; puis à partir de 2005, la Commission a décidé d'ouvrir des négociations agricoles avec les pays partenaires méditerranéens, l'idée étant de boucler cela en quelques mois – or en 2009 seules la Jordanie, l'Egypte et Israël ont bouclé leurs accords agricoles avec l'UE ; ça avance avec le Maroc, un peu avec la Tunisie. Le dossier est en effet nécessaire mais également complexe et difficile. Le résultat, c'est qu'on n'a pas de zone de libre échange agricole Euromed ! Les différences entre produits sont fortes, les calendriers de démantèlement variables et complexes, les procédures différentes – sans parler des accords de libéralisation Sud-Sud. Tout cela dessine un patchwork peu lisible.

Lors de la ministérielle Ciheam, à Saragosse, en février 2008, certains pays comme la France sont venus avec un discours offensif pour mettre l'agriculture dans le champ de l'UpM. Mais l'agriculture, si elle est présente dans la déclaration de Marseille qui a suivi en novembre 2008 le Sommet du 13 juillet, a eu du mal à s'imposer dans l'UpM. Cette déclaration de novembre évoquait quatre thèmes prioritaires, les plus consensuels entre Nord et Sud : 1°) le développement rural durable (rôle des PPP, accès aux infrastructures et aux biens élémentaires en milieu rural : éducation, santé... mais aussi logistique, si on veut moderniser la production agricole). Notons que *si tous les PSEM insistent pour dire l'importance du développement rural, tous estimaient que la priorité devait aller au développement agricole*. 2°) La promotion des produits de qualité, en labélisant les produits méditerranéens et la diète méditerranéenne – une fonction sociale, sanitaire, et culturelle. 3°) Sécurité-sécurité alimentaire (*food safety*), convergence des normes de qualité et traçabilité, notamment pour minimiser l'effet protecteur des barrières non tarifaires européennes. 4°) Recherche et développement, formation – il y a beaucoup de groupes de travail trans-méditerranéens dans ce domaine. C'est sans doute sur ces thèmes que nous pouvons faire le mieux avancer le dossier agricole dans l'UpM.

L'Union pour la Méditerranée et l'agriculture

Où l'UpM en est-elle et comment l'agriculture se place-t-elle dans ce cadre, demande **Julia Jordan** ? Après avoir rappelé ce qu'est l'UpM, un prolongement et une amélioration de Barcelone (parité Nord-Sud, approche « projets », géométrie variable, souci de visibilité pour les citoyens), Julia Jordan reconnaît que le Sommet de Paris de juillet 2008 n'avait pas retenu la sécurité alimentaire parmi les six projets prioritaires. En revanche, la ministérielle des Affaires étrangères UpM de novembre 2008 à Marseille a consacré un paragraphe à l'agriculture, et a fixé le calendrier des ministérielles sectorielles – notamment sur des thèmes qui intéressent l'agriculture : l'eau, et l'agriculture elle-même. La ministérielle sur la sécurité alimentaire prévue pour 2009 ne s'est pas tenue, mais a été fixée à mai 2010 en Egypte, avec une forte implication des Egyptiens.

Débat

La prise en compte de l'agriculture dans l'UpM est une nécessité politique et économique

Atef Idriss se demande si cette focalisation sur l'UpM n'éloigne pas des projets concrets qui font l'intérêt des milieux économiques. Ne devrions nous pas, en impliquant les professionnels,

concentrer nos travaux sur les questions de libre échange, évoquer les nombreux programmes qui n'ont pas abouti et ceux qui ont réussi ?

Pedro Narro-Sanchez indique que l'Association Agraire des Jeunes Agriculteurs est favorable au libre-échange et contre le protectionnisme dans le domaine agricole. Cela dit, il est tout aussi clair que la libéralisation ne doit pas être un objectif en soi mais un outil, et un outil pour le développement économique et social. Et donc les accords politiques régionaux généraux peuvent jouer un rôle important. L'Association attend donc beaucoup de la future PAC, d'une PAC qui prendrait en compte les problèmes de revenus car ces agriculteurs vendent souvent en dessous de leurs coûts de production et qui tiendrait compte des PSEM. L'agriculture n'est pas une priorité pour la Méditerranée, dans les faits, il faut pousser beaucoup pour qu'elle le devienne.

Karim Daoud est d'accord avec Abis et Narro Sanchez pour dire que la question de la sécurité alimentaire n'est pour le moment pas véritablement posée à l'UE et par l'UE. Or c'est un enjeu pour certaines populations européennes, et naturellement pour la coopération euroméditerranéenne. Il est donc important de donner des informations et moyens aux organisations professionnelles pour qu'elles défendent ce dossier, et qu'elles convainquent l'UE d'y consacrer quelques moyens.

Ne pas attendre la convergence des normes sanitaires pour lancer un vrai partenariat stratégique Nord-Sud

Pour José Maria Garcia Alvarez Coque, la sécurité alimentaire doit devenir une préoccupation transversale à plusieurs politiques publiques, et notamment à Euromed. Il s'agit d'étendre aux PSEM le modèle de l'ouverture commerciale qui a marché en Europe. Pourquoi ce qui a marché en Europe ne marcherait-il pas avec les PSEM ? Le développement local ne suffit pas, il faut un cadre régional stratégique, solidaire. *Les producteurs espagnols ne se sont pas modernisés avant l'entrée dans le marché commun, les deux sont allés de pair ; pourquoi ne pas faire de même avec les producteurs des PSEM ?* Beaucoup des producteurs des PSEM sont partants, et pas seulement les grandes entreprises exportatrices. Car bien des coopératives du Sud s'organisent déjà à l'international. Il reste beaucoup de travail d'analyse et d'études à faire pour éclairer ces questions.

Si Ahmed Ferroukhi va dans le même sens. *La sécurité alimentaire fut un des éléments fondateurs de la PAC en Europe. Elle est cruciale au Sud – même si on est loin de la situation de l'après guerre, elle peut être également fondamentale pour une politique régionale Nord-Sud. A cet égard, ne confondons pas les accords de l'OMC avec les accords d'association.* L'Europe ne voulait pas un simple accord commercial ; les accords d'association s'intéressent aussi au politique, au culturel, ils voulaient donc aller plus loin, et constituent une plateforme commune pour aller vers une vraie association. C'est à cette aune qu'il faut évaluer ces accords et ceux de l'UpM qui les prolongent. Concernant l'agriculture, la Communauté européenne accordait, après les indépendances, des concessions unilatérales sur certains produits. Les négociations sont parties sur l'idée d'un équilibre dans les concessions ; mais historiquement, ces accords étaient asymétriques, remettons les dans leur contexte historique. Le problème n'est donc pas l'asymétrie, mais le projet de plateforme large d'association.

Deux autres recommandations fortes du Secrétaire général algérien : d'abord ne pas jouer au chat et à la souris en mobilisant la « société civile » afin, en réalité, d'éviter les gouvernements du Sud. Ensuite récuser *l'inacceptable bouclier sanitaire que l'Europe dresse, de fait, aux exportateurs des PSEM.* Ces derniers ont le sentiment d'avoir négocié honnêtement, mais la position européenne biaise la négociation. Cela risque de faire revenir les PSEM sur un jeu en retrait ; *la confiance recule.*

Erol Cakmak est d'accord sur ce problème des barrières non tarifaires, mais commençons à supprimer les barrières tarifaires.

Hassan Benabderrazik revient sur la signification historique et politique des accords d'association. Ces accords ont été conclus dans le cadre des accords du GATT. L'union douanière issue du Traité de Rome excluant de fait les pays tiers, il fallait donc régler les relations commerciales avec ces pays tiers. Mais ces accords ont-ils l'ambition politique qui convient aux enjeux dont nous avons discuté durant ce séminaire ? L'approche des ministérielles Ciheam (dès celle de Venise) et maintenant de l'UpM va-t-elle vraiment au-delà du commerce, propose-t-elle vraiment une perspective politique commune ? En réalité, on reste dans la même ligne qu'avec Euromed. Lorsqu'on sépare enjeux agricoles et enjeux ruraux, on se moque du monde ; lorsqu'on parle de la convergence des normes sanitaires comme *préalable* à l'ouverture commerciale, on se moque du monde. Il faut appréhender ces enjeux de manière liée, et cela demande un vrai partenariat

stratégique. Hier nous avons connu une grosse déception avec l'échec de Copenhague. N'en rajoutons pas une sur l'agriculture.

Certes dans les PSEM l'ouverture au marché pose de vrais problèmes, eu égard à la compétitivité encore faible de bien des producteurs. Il est juste de dire que *les PSEM n'ont pas fait leur révolution agricole*. On peut également comprendre que l'Europe hésite à ouvrir tous ses marchés sans mettre en place des mécanismes de transition. Mais ce qui n'est pas acceptable, c'est qu'on évite de poser le point de départ de la discussion politique autour de la coopération en matière de sécurité alimentaire, au moment même où les crises alimentaires se préparent. Nous avons le devoir de dire qu'il faut un chemin conjoint, d'emblée ; ne plus dire : « quand vous serez prêts, on verra ». Et ce chemin commun doit commencer à partir de la sécurité alimentaire collective, pour les deux partenaires. Il s'agit d'une *solidarité politique* fondamentale et nécessaire. Nous avons également des *intérêts économiques conjoints* à commercer entre nous, sur la base d'un accord stratégique Nord-Sud - sinon ce seront l'Ukraine, le Brésil... Pour avancer vers un vrai partenariat agricole et alimentaire stratégique en Méditerranée, il nous faut ne plus être otages des marchands, qui sont derrière la Commission depuis Venise !

<p>Conclusions du séminaire <i>l'« Appel de Maffliers »</i></p>
--

Jean-Louis Guigou remercie tous les participants et les organisateurs. Il rappelle l'objectif de ces Séminaires du Monde Méditerranéen : brasser les décideurs, dans la durée. Mais il y a aussi le temps politique : une fenêtre de tir se présente avec la préparation du budget de l'UE et de la PAC – une fois que le budget aura été voté, il ne sera plus modifiable, et jusqu'en 2020. D'ici 2013, nous avons donc deux ans pour faire entrer la Méditerranée dans le budget européen. Faisons avancer les idées en 2010 et 2011 pour les faire entrer dans la négociation, et obtenir une vraie politique commune agricole méditerranéenne.

Partageons-nous les diagnostics faits durant ce séminaire ? L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare. Il faut à la fois une vision, et une appropriation par les acteurs – aussi importante que la vision. Mais partageons-nous cette vision prospective ? La vision, il lui semble qu'elle s'est imposée, durant le séminaire. C'est celle d'Henri Nallet, de Xavier Beulin, de Si Ahmed Tibaoui, de Mabrouk El Bahri, de Karim Daoud, d'Hassan Benabderrazik, de Pedro Narro Sanchez et bien d'autres. 500 millions d'Européens, assez vite 450 millions d'habitants dans les PSEM et le Moyen Orient, donc un milliard d'individus, qui font de cette région une région potentiellement majeure sur la scène mondiale. Sinon, l'Europe se réduira à une grande Suisse, les PSEM seront des « confettis » ballottés par la mondialisation. Bouteflika l'a dit en 2006 : « nous ne pouvons rien contre les lois de la géographie, notre avenir est commun ». Il nous faut donc profiter de la réforme de la PAC pour répondre au défi, celui de construire une politique agricole pour un milliard d'individus, notamment pour répondre au défi de la sécurité alimentaire pour tous. Et ce n'est pas que le marché et les marchands. Une politique, c'est à la fois des marchés, l'accompagnement des structures, le développement rural ; c'est ce qu'ont dit Si Ahmed Ferroukhi ou José Maria Garcia Alvarez Coque : travailler sur le pilier de la production agricole et sur le pilier du développement rural, ensemble.

Quant à l'appropriation, elle repose pour beaucoup sur l'implication des professionnels (voir les propos de Daoud, de Medawar, de Boujbel, etc.). Ferroukhi, a bon droit, demande à ne pas être court-circuité. Mais soyons objectifs : nous avons parfois besoin de le faire pour faire bouger les Administrations. Les chefs d'entreprises n'ont pas de frontières dans la tête, les diplomates ont toujours des frontières dans la tête. Pourquoi ne pas constituer le réseau des jeunes agriculteurs de la Méditerranée ? Les jeunes patrons de l'industrie vont le faire, les producteurs agricoles devraient le faire aussi. Pour autant le rôle des pouvoirs publics reste déterminant. A cet égard, IPEMED serait très preneur d'une association des SG de l'Agriculture de la région. IPEMED va développer des antennes dans les pays de la région, il sera à votre disposition pour constituer ces réseaux et prolonger nos débats. Vous pouvez compter sur IPEMED pour faire avancer une intégration régionale tournant le dos à la dissymétrie et à l'humiliation.

Comment agir, poursuit Jean-Louis Rastoin ? Pour notre groupe, c'est l'écrit et l'influence. Il propose donc un Appel qui interpelle les décideurs, l'« Appel de Maffliers » pour un pacte stratégique agricole, agroalimentaire et rural euroméditerranéen.

Atef Idriss est d'accord pour un tel Appel. Pour le succès de sa diffusion, il faudra aussi se focaliser davantage sur les consommateurs, leurs demandes sanitaires, et la sécurité alimentaire. Les agences de sécurité alimentaires dans les PSEM ont peu ou pas d'expérience, elles ne sont pas connectées, il y a là un chantier à mener. Et resteront les immenses questions budgétaires...

François Lerin se demande s'il faut-il vraiment aller aussi loin en demandant une politique. Les questions politiques et institutionnelles sont fatalement complexes. Il faudra examiner ces aspects institutionnels, notamment auprès de l'Iamm-Ciheam.

Mohamed El Gerrouj partage l'idée d'un texte affirmant l'idée clé d'une région commune. 2013 c'est demain : effectivement, poussons pour inclure les PSEM dans les discussions de la future PAC, dans le cadre d'un partenariat et pas dans celui d'une discussion administrative. Karim Daoud demande que la première phrase du texte face bien apparaître les professionnels.

Hassan Benabderrazik pense qu'il faut introduire l'idée d'une transition pour une politique agricole commune. 2013, ce sera peut être trop tôt pour lancer une telle politique ; mais il faut annoncer cette priorité.

Pierre Beckouche propose une méthode : laissons ce texte sur l'intranet du Séminaire, soumis à la critique et à l'amélioration. Ce texte, non institutionnel, ne serait pas signé. Nous arriverions à une synthèse mi janvier 2010, puis nous pourrions le diffuser.

François Lerin clôt les débats. Il remercie tous les participants, et salue l'objectif ambitieux et même iconoclaste qui consiste au brassage des idées et des élites des milieux académiques, politiques et économiques. Il faut prolonger cette initiative ; les réseaux du Ciheam, qui sont un outil de coopération, sont à la disposition de tous. Et les programmes communs de formation doivent pouvoir élargir la discussion aux générations montantes.

Appel de Maffliers (France, 19 décembre 2009)

Réunis à Maffliers lors d'un séminaire international à haut niveau organisé par IPEMED et le CIHEAM-IAMM, une cinquantaine de spécialistes nutritionnistes, agronomes, économistes et acteurs professionnels des secteurs publics et privés originaires de douze pays des rives sud, est et nord de la Méditerranée, sont parvenus à la conclusion que le déficit alimentaire de la zone méditerranéenne, si on laisse se réaliser un scénario tendanciel à l'horizon 2030, ne peut que s'aggraver et faire de cette région la plus critique au monde en terme de vulnérabilité à la volatilité des cours internationaux des produits agroalimentaires et donc d'insécurité alimentaire. Or cette région a tous les moyens d'y faire face. Et elle peut, grâce à la diversité de ses traditions culinaires et de ses savoir-faire, grâce à la complémentarité climatique et économique entre ses deux rives, partir à la conquête des marchés mondiaux.

Le groupe de Maffliers recommande donc vivement que soit mise en place, dans les meilleurs délais et avec une priorité absolue, une politique euro-méditerranéenne de co-développement agricole, agroalimentaire et rural.

Face à un contexte très préoccupant marqué par de profondes disparités économiques et sociales, par la dégradation voire l'épuisement des ressources naturelles (notamment la terre et l'eau), par le changement climatique et le déséquilibre de la diète alimentaire, les acteurs publics et privés de la région euro-méditerranéenne devraient s'entendre sur un « Pacte agricole, agroalimentaire et rural », qui fixerait les grandes orientations communes à notre région, avec trois objectifs principaux. Le premier serait d'améliorer la sécurité alimentaire qualitative et quantitative des populations méditerranéennes, afin d'assurer le droit vital à l'alimentation de l'ensemble des peuples et un développement durable de la région. Le second serait de développer les territoires en mobilisant l'agriculture familiale, les réseaux de PME et TPE, les associations de producteurs, valorisant la proximité et la solidarité ancrées dans la diversité des terroirs méditerranéens. Le troisième objectif serait de créer et organiser des filières agroalimentaires compétitives capables de nourrir convenablement une population urbaine croissante et de conquérir des marchés internationaux portés par les qualités reconnues du modèle de consommation alimentaire méditerranéen.

Pour mettre ce Pacte en œuvre, pour relever le double défi de l'insécurité alimentaire et de la globalisation des marchés, le groupe de Maffliers appelle les dirigeants politiques, les responsables des organismes publics, les organisations professionnelles agricoles et les entrepreneurs (i) à ménager une période de transition vers la grande zone de libre échange agricole euro-méditerranéenne afin de permettre une adaptation des acteurs concernés aux acquis communautaires, à travers un partenariat renforcé entre les deux rives ; (ii) à associer les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée aux discussions sur la réforme de la PAC ; (iii) à promouvoir une politique agricole et alimentaire (PAAC) rénovée incluant les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Le pacte agricole, agroalimentaire et rural euro-méditerranéen et les mesures politiques de son application, constitueront une véritable innovation en termes de gouvernance. Ils contribueront à l'émergence d'un espace d'un milliard de citoyens, condition mutuelle pour les Européens et les Sud Méditerranéens pour former solidairement l'une des grandes régions du monde multipolaire qui sera le nôtre demain.